



HAL
open science

Le budget et la ration. Maurice Halbwachs et la quantification alimentaire (1907-1937). Mémoire inédit de l'habilitation à diriger des recherches en sociologie intitulée "Institutions du repas: pratiques, réforme , connaissance (fin xixe - fin xxe siècle)". (Nicolas Hatzfeld garant), 382p.

Anne Lhuissier

► **To cite this version:**

Anne Lhuissier. Le budget et la ration. Maurice Halbwachs et la quantification alimentaire (1907-1937). Mémoire inédit de l'habilitation à diriger des recherches en sociologie intitulée "Institutions du repas: pratiques, réforme , connaissance (fin xixe - fin xxe siècle)". (Nicolas Hatzfeld garant), 382p.. Sciences de l'Homme et Société. Université d'Evry Val d'Essonne, 2020. tel-03029754v1

HAL Id: tel-03029754

<https://hal.science/tel-03029754v1>

Submitted on 4 Oct 2021 (v1), last revised 6 Oct 2022 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INSTITUTIONS DU REPAS : PRATIQUES, REFORME, CONNAISSANCE (FIN XIX^e- FIN XX^e SIECLE)

Dossier en vue de l'habilitation à diriger des recherches
présenté par Anne Lhuissier (INRAE, Centre Maurice Halbwachs)

Soutenue le 4 septembre 2020

VOLUME I. MEMOIRE INEDIT

LE BUDGET ET LA RATION

MAURICE HALBWACHS ET LA QUANTIFICATION ALIMENTAIRE (1907-1937)

Jury :

Nicolas Hatzfeld, Professeur, Université d'Evry Val d'Essonne, garant

Marie-Emmanuelle Chessel, Directrice de recherches, CNRS

Muriel Darmon, Directrice de recherche, CNRS

Marie Jaisson, Professeure, Université Sorbonne Paris Nord

Laurence Ossipow, Professeure, Haute École de travail social et de la santé, Lausanne

Peter Scholliers, Professeur, Université libre de Bruxelles

Christian Topalov, Directeur de recherche, CNRS, Directeur d'études, EHESS

Université d'Evry Val d'Essonne

LE BUDGET ET LA RATION
MAURICE HALBWACHS ET LA QUANTIFICATION
ALIMENTAIRE (1907-1937)

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	4
SOMMAIRE	1
CHAPITRE INTRODUCTIF	3
LES BUDGETS DE FAMILLE : DE SOURCE À OBJET D'ÉTUDE	3
<i>Le budget domestique : objet d'intervention sociale et de connaissance</i>	3
<i>Maurice Halbwachs : un acteur incontournable de la mesure des consommations</i>	7
L'ENTRE-DEUX-GUERRES : UNE PÉRIODE CRUCIALE DANS LA STANDARDISATION DES ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES	11
<i>Les années 1910 : de l'observation des salaires à celle des dépenses</i>	11
<i>La sortie du premier conflit mondial : mesurer l'indice du coût de la vie</i>	15
<i>Le milieu des années 1930 : l'emprise croissante des nutritionnistes sur la mesure des consommations alimentaires</i>	19
UN ENSEMBLE COHÉRENT D'ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES OUVRIÈRES	23
<i>Les contributions de Maurice Halbwachs aux enquêtes par budgets de famille</i>	23
<i>Enquêtes sur les dépenses d'alimentation</i>	28
<i>Des temporalités imbriquées</i>	36
UNE ETHNOGRAPHIE HISTORIQUE DES PRATIQUES D'ENQUÊTES	38
<i>Les sources : faire feu de tout bois</i>	39
<i>La division du travail et des opérations d'enquête</i>	41
<i>Des familles ouvrières ?</i>	45
<i>Un univers sémantique de l'enquête commun, des approches distinctes</i>	48
<i>Des différences conceptuelles qui se répercutent sur les outils de collecte</i>	51
PLAN DU MÉMOIRE	54
CHAPITRE I L'ENQUÊTE DE MAURICE HALBWACHS « POUR LE COMPTE D'UN ÉCONOMISTE ANGLAIS », PRINTEMPS 1907	57
UN ENQUÊTE PAR BUDGETS DE FAMILLE D'INITIATIVE PRIVÉE ET BRITANNIQUE	60
<i>Dans les pas de Seebohm Rowntree et de son enquête sur la pauvreté à York (1899)</i>	61
<i>Entre Rowntree et Halbwachs, la nébuleuse réformatrice et socialiste</i>	65
Les amis normaliens de Halbwachs intéressés par la Fabian Society, les Trade Unions et les social settlements anglais	65
François Simiand et l'Office du Travail dans une perspective scientifique et socialiste	68
DRESSER DES BUDGETS DE FAMILLE : UNE DÉMARCHE SOCIOLOGIQUE	71
<i>Se démarquer des enquêtes par budgets aux visées réformatrices et normatives</i>	72
<i>Se démarquer d'une statistique « au petit pied »</i>	76

ÉTABLIR DES BUDGETS « PAR OBSERVATION DIRECTE »	79
<i>Des « collaborateurs » engagés</i>	79
<i>Des familles fortement syndiquées</i>	85
<i>Notices et livrets : les deux composantes des « budgets »</i>	93
La description des familles via les notices, clé de compréhension de leurs dépenses	94
Des livrets surtout orientés vers le recueil des dépenses d'alimentation	100
INTERPRÉTER DES BUDGETS : DES DÉPENSES INDISSOCIABLES DE LEUR USAGE	104
<i>Quand le goût l'emporte sur la nécessité : l'évolution des achats avec le revenu</i>	106
<i>Les menus comme source d'analyse des différenciations internes au groupe ouvrier</i>	108
<i>L'évaluation monétaire des régimes alimentaires exprimée par le coût de la calorie</i>	112
CHAPITRE II LA MESURE DU COÛT DE LA VIE OUVRIÈRE (1911-1921)	117
DE L'OBSERVATION DES SALAIRES À CELLE DES PRIX : UN CHANGEMENT DE REGARD DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE SUR LES CONSOMMATIONS OUVRIÈRES	121
<i>La mise en place d'un premier indice officiel du coût de la vie</i>	123
<i>Quantités, prix, qualités : définir les bases des calculs</i>	127
L'ENQUÊTE ADMINISTRATIVE SUR LES CONDITIONS DE VIE OUVRIÈRE DANS LE CADRE DE LA « COMMISSION CHÉRON » (1913- 1914).....	130
<i>Dégénérescence de la race ? L'enquête administrative sur le travail et la vie quotidienne</i>	131
<i>Une enquête par questionnaire sur les « conditions d'existence » ancree dans la politique des grands nombres</i>	132
<i>Des résultats fidèles aux représentations de l'intempérance ouvrière</i>	142
<i>Un questionnaire sous le feu de la critique de Maurice Halbwachs</i>	143
1920 : LE SUIVI OFFICIEL DU COÛT DE LA VIE OUVRIÈRE	146
<i>Des tensions selon la teneur ouvrière ou patronale des commissions régionales</i>	147
<i>Un questionnaire administratif pour l'élaboration d'un budget-type</i>	150
<i>Halbwachs renouvelle l'expérience d'une enquête par budgets de famille (Alsace-Lorraine, 1921)</i>	152
LES REPRÉSENTATIONS DOMINANTES DE L'ALIMENTATION OUVRIÈRE DANS LES ENQUÊTES OFFICIELLES DES ANNÉES 1920	161
<i>Les listes de denrées comme source d'information : reflet des concepteurs des enquêtes autant que des consommations</i>	162
<i>L'indice théorique remis en cause par les enquêtes empiriques</i>	166
UN QUESTIONNEMENT SUR LA MESURE DU COÛT DE LA VIE QUI SE POURSUIT AU SEIN DU BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL	169
CHAPITRE III BUDGETS ET ALIMENTATION OUVRIÈRE DANS LES ANNÉES 1930	179
CHICAGO AUTOMNE 1930 : HALBWACHS RENOUE AVEC LE THÈME DES DÉPENSES OUVRIÈRES	182
<i>Le voyage à Chicago ou l'expérience de l'abondance</i>	182
<i>Des données longitudinales ou « successives », nouvelles opportunités d'analyse</i>	184
<i>La comparaison des budgets ouvriers dans le temps et dans l'espace</i>	189
HALBWACHS SUPERVISE UNE ENQUÊTE SUR LES DÉPENSES DES CHÔMEURS (1935-1937).....	193

<i>Le contexte de l'enquête</i>	193
<i>Les modalités de l'enquête : une suite de compromis</i>	196
<i>« Le minimum alimentaire vital » : ou la priorité aux dépenses d'alimentation</i>	207
<i>Pain, vin et café : aliments emblématiques des modes de vie ouvriers</i>	211
CHAPITRE IV DEUX CONCEPTIONS INCOMMENSURABLES DE L'ALIMENTATION ? DÉPENSES MONÉTAIRES DES FAMILLES OUVRIÈRES VS DÉPENSES CALORIQUES DE LA POPULATION	219
LE COMITÉ D'EXPERTS DU BIT POUR L'ALIMENTATION DES TRAVAILLEURS (DÉCEMBRE 1935 ET AVRIL 1937)	222
<i>Un comité établi en réponse aux travaux menés par l'OHSN sur la nutrition</i>	223
<i>Des membres avertis des questions relatives à l'alimentation ouvrière</i>	224
<i>La place contestée des standards nutritionnels dans la mesure de l'alimentation ouvrière</i>	228
<i>Réaffirmer le primat du pouvoir d'achat sur l'éducation vis-à-vis des standards nutritionnels</i>	241
LE COMITÉ MIXTE DE L'OHSN POUR LE PROBLÈME DE L'ALIMENTATION (FÉVRIER ET JUIN 1936)	248
<i>Un comité à la composition disparate et sans objectif précis</i>	249
<i>La subordination des questions économiques et sociales aux standards nutritionnels</i>	253
<i>Les impensés des mesures nutritionnelles</i>	257
LES COMITÉS NATIONAUX DE L'ALIMENTATION : UNE INITIATIVE FRANÇAISE À GENÈVE.....	262
<i>Des relais nationaux du Comité mixte</i>	263
<i>Une mission européenne pour promouvoir les CNA</i>	264
<i>Quatre réunions de coordination des CNA (1937-1940)</i>	266
LE CNA : MIROIR DES RECOMMANDATIONS GÉNOVOISES	267
<i>Un projet qui pré-existe au Comité mixte</i>	268
<i>Un dispositif d'enquête nutritionnelle qui bénéficie de la politique de la recherche du Front populaire ...</i>	272
CHAPITRE V À REBOURS DE LA QUESTION OUVRIÈRE : LES ENQUÊTES NATIONALES SUR L'ALIMENTATION (1937-1941)	279
UN « SERVICE » D'ENQUÊTE FÉMININ, SALARIÉ, ET AUX COMPÉTENCES TECHNIQUES	284
<i>Un collectif organisé en « service » d'enquête qui amorce une organisation renouvelée de la recherche en laboratoire</i>	284
<i>Vers une salarisation de la fonction d'enquêteur-enquêtrice</i>	288
<i>Le « service » : un lieu d'entre-soi féminin</i>	292
DEUX TRAJECTOIRES PROFESSIONNELLES FÉMININES DIVERGENTES	298
<i>La trajectoire ascendante d'une jeune sténodactylographe</i>	298
<i>Le travail intermittent d'une infirmière enquêtrice</i>	300
DES INSTITUTIONS FERMÉES AUX FAMILLES « EN LIBERTÉ » : LA FABRIQUE DE L'ENQUÊTE	303
<i>A la recherche du rationnaire</i>	304
<i>Peser et consigner : l'introduction de la balance comme nouvel outil de collecte</i>	310
DES RÉSULTATS OBSOLÈTES DÈS LEUR PUBLICATION	316
<i>La guerre : source de financement et premier bénéficiaire des résultats de l'enquête</i>	316

<i>Un matériau considérable, peu d'information disponible</i>	319
CONCLUSION GÉNÉRALE	325
1907-1937 : TRENTÉ ANNÉES D'ENQUÊTES EMPIRIQUES SUR LES DÉPENSES ALIMENTAIRES	325
MONDE ACADÉMIQUE ET EXPERTISE : DEUX SOURCES DE LÉGITIMITÉ DES TRAVAUX DE MAURICE HALBWACHS SUR LES BUDGETS OUVRIERS	329
LA NATIONALISATION DES ENQUÊTES EMPIRIQUES SUR L'ALIMENTATION À LA LIBÉRATION	331
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	334
FONDS D'ARCHIVES	334
SOURCES IMPRIMÉES	339
BIBLIOGRAPHIE	348
LISTE DES SIGLES ET DES ACRONYMES	361
TABLE DES TABLEAUX	362
TABLE DES FIGURES ET DES PHOTOGRAPHIES	363
ANNEXES	364
ANNEXE 1 CORPUS DOCUMENTAIRE RELATIF AUX CONTRIBUTIONS DE MAURICE HALBWACHS SUR LES ENQUÊTES PAR BUDGETS DE FAMILLE	365
ANNEXE 2 LETTRE D'INVITATION ADRESSÉE PAR EDWARD PHELAN À MAURICE HALBWACHS POUR PARTICIPER AU COMITÉ D'EXPERTS SUR L'ALIMENTATION DES TRAVAILLEURS DU BIT (ET RÉPONSE DE HALBWACHS) – NOVEMBRE 1935	369
TABLE DES MATIÈRES	375

CHAPITRE INTRODUCTIF

LES BUDGETS DE FAMILLE : DE SOURCE À OBJET D'ÉTUDE

L'histoire des enquêtes de consommation alimentaire s'incarne on ne peut mieux dans la polysémie du terme « mesure » entendu à la fois comme quantification, étalon, action ou modération. Ces acceptions renvoient, par exemple, à la construction d'un indice administratif du niveau de vie par la quantification des dépenses, à l'élaboration d'une ration alimentaire type par la science nutritionnelle, au développement de l'enseignement ménager par l'Instruction publique ou encore aux campagnes publiques d'institutions prônant la tempérance. Elles s'entrecroisent dans la conception des enquêtes et dans les enjeux qui les traversent et se cristallisent tout particulièrement dans le budget domestique. Celui-ci fait de longue date l'objet d'évaluations quantitatives autant que de considérations morales et normatives, en rapport notamment avec le coût de la vie. Ces tentatives contribuent à mettre sur la place publique une dimension éminemment privée et, en principe, soustraite au regard des autres : la gestion familiale des ressources et des dépenses, les difficultés inhérentes à de faibles rémunérations ou les priorités que chacun accorde selon sa conception du « bien vivre ».

Le budget domestique : objet d'intervention sociale et de connaissance

Le budget familial est, de longue date, un enjeu relatif à la gestion sociale de la pauvreté. Il se situait déjà au cœur des travaux menés par les médecins anglais à la fin du XVIII^e siècle ou des hygiénistes français sous la Monarchie de Juillet¹. Plus récemment, dans la France d'après-guerre où l'indice des prix est utilisé à des fins de régulation salariale, l'Union nationale des familles

¹. John Burnett, « Les enquêtes sur l'alimentation et la mesure de la pauvreté (1790-1945) » dans Jacques Carré et Jean-Paul Révauger (éds), *Ecrire la pauvreté. Les enquêtes sociales britanniques aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 145-170 ; François Jarrige et Thomas Le Roux, « Naissance de l'enquête : les hygiénistes, Villermé et les ouvriers autour de 1840 » dans Éric Geerkens et al. (éds), *Enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine, entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, 2019, p. 41-52.

(UNAF)¹ élabore un « budget type » trimestriel pour « chiffrer les besoins nécessaires pour que les familles puissent vivre dans des conditions décentes² ». Enfin, feu l’Observatoire national de la pauvreté et de l’exclusion sociale calculait depuis 2015 un budget dit « de référence » qui identifiait et valorisait les « besoins minimaux pour participer effectivement à la vie sociale³ ». Mais là où certains cherchent à objectiver le budget domestique, notamment celui des plus pauvres, pour le faire valoir auprès des pouvoirs publics, d’autres acteurs, publics et privés, tentent de le normaliser par des dispositifs d’accompagnement budgétaire, en enseignant aux personnes endettées par exemple, et plus particulièrement aux femmes, comment « mieux “compter”, mieux “gérer”, mieux “consommer”⁴ ». Ce qui est vrai pour la période contemporaine l’est encore davantage pour le XIX^e siècle, où le budget domestique n’a cessé d’être un objet socialement et politiquement scruté comme clé de voûte de la condition ouvrière, et instrumentalisé comme outil de régulation socio-économique voire d’argumentation politique. Comme le souligne Michelle Perrot, « la condition ouvrière a été, au XIX^e siècle, un des terrains favoris de l’enquête, une zone de constitution des sciences sociales⁵ ». Ces enquêtes sont menées tantôt par l’administration tantôt par des enquêteurs privés, médecins, philanthropes ou économistes sociaux ; toutes sont sous-tendues par un objectif commun de contrôle social⁶. Selon leurs commanditaires et leurs usages, elles fournissent des outils pour l’action publique et répondent à une fonction normative voire réglementaire ou pour l’action politique et répondent à une fonction cognitive⁷. D’autres encore sont portées par un objectif de prescription dans une finalité économique (consommation et salaire) ou morale (la bonne tenue du foyer), au point

¹. L’UNAF assure depuis sa création en 1945 une représentation monopolistique des intérêts familiaux auprès des pouvoirs publics. Bien que sa légitimité soit contestée dès les années 1950 par des associations progressistes comme le Mouvement populaire des familles qui lui reprochent son conservatisme idéologique et son refus de prendre en compte certaines réalités familiales, elle demeure le représentant des associations familiales d’obédiences idéologiques variées : Jérôme Minonzi et Jean-Philippe Vallat, « L’union nationale des associations familiales (UNAF) et les politiques familiales », *Revue française de science politique*, 2006, vol. 56, n^o 2, p. 205- 226.

². <https://www.unaf.fr/spip.php?rubrique1> [dernière consultation : le 05/03/2020].

³. Observatoire national de la pauvreté et de l’exclusion sociale, *Les budgets de référence : une méthode d’évaluation des besoins pour une participation effective à la vie sociale*, Paris, ONPES, 2015 ; Léopold Gilles et al., *Budgets de référence ONPES. Étude réalisée à la demande de l’Observatoire National de la Pauvreté et de l’Exclusion Sociale (ONPES)*, Paris, CREDOC/IREs, 2014 ; Pierre Concialdi, « Les budgets de référence : un nouveau repère dans le débat public sur la pauvreté », *La Revue de l’Ires*, 2014, vol. 82, n^o 3, p. 3-36.

⁴. Ana Perrin-Heredia, « L’accompagnement budgétaire. Un instrument ambivalent du gouvernement des conduites économiques domestiques » dans Sophie Dubuisson-Quellier (ed.), *Gouverner les conduites*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016, p. 365-398.

⁵. Michelle Perrot, *Enquêtes sur la condition ouvrière en France au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1972, p. 41.

⁶. Gérard Leclerc, *L’observation de l’homme : une histoire des enquêtes sociales*, Paris, Éditions du Seuil, 1979, 362 p.

⁷. Antoine Savoye, *Les débuts de la sociologie empirique : études socio-historiques, 1830-1930*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1994, 244 p. ; Éric Geerkens et al. (éds), *Les enquêtes ouvrières dans l’Europe contemporaine. Entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, 2019, 455 p.

d'entreprendre d'enseigner aux ouvrières comment gérer leurs dépenses : ainsi dans les années 1880 l'économie domestique devient une matière scolaire. Thomas Depecker a bien montré comment les cours dispensés par l'Instruction publique ne se résument plus à des préceptes moraux comme entreprise de domestication des jeunes filles, mais se rapprochent d'une « entreprise d'inculcation aux jeunes filles des dispositions économiques¹ ». L'alimentation réalise particulièrement bien ce nouveau programme : « Alors que l'enseignement de la cuisine était traditionnellement l'apprentissage d'un ensemble de recettes et de procédés techniques, désormais l'enseignement de la cuisine doit s'étendre selon ses promoteurs à l'ensemble du processus, de l'achat des aliments à leur consommation. Il s'agit à chacune de ces dépenses de compter, peser et mesurer les quantités, les poids, les prix, afin d'en garder une trace et de les adapter aux ressources et besoins du ménage². » Ces opérations de mesure et d'évaluation sont très précisément celles que l'on demande aux familles lorsqu'il s'agit de consigner leurs dépenses dans les enquêtes sur l'alimentation.

Si les budgets sont l'objet d'intervention sociale, leur matérialité se prête à l'analyse scientifique qui les prend pour objet de recherche. Des travaux contemporains s'intéressent par exemple au surendettement des ménages pour comprendre le passage critique qui mène à un déséquilibre comptable³. En cherchant à révéler « comment les gens comptent et évaluent dans leur vie quotidienne », ou encore « qu'est-ce qui compte dans la vie », l'ouvrage *Une Famille Andalouse* dévoile toute l'efficacité heuristique des approches d'ethnocomptabilités⁴. Ces approches trouvent leur inspiration dans des travaux historiques menés sur des budgets, et plus particulièrement ceux dressés par Frédéric Le Play et le collectif d'enquêteurs des *Ouvriers européens*⁵. Je me suis appuyée sur ces budgets pour étudier, dans une recherche antérieure, les

¹. Thomas Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, Thèse de sociologie, EHESS, Paris, 2014, p. 354.

². *Ibid.*, p. 355.

³. Ana Perrin-Heredia, « Les logiques sociales de l'endettement : gestion des comptes domestiques en milieux populaires », *Sociétés contemporaines*, 2009, vol. 76, n° 4, p. 95-119.

⁴. Alain Cottureau et Mokhtar Mohatar Marzok, *Une famille andalouse: ethnocomptabilité d'une économie invisible*, Saint-Denis, Bouchène, 2012, 354 p. Voir aussi le numéro 123 de la *Revue des politiques sociales et familiales* qui en offre un bon aperçu : Erwan Lemener (éd), « Joindre les deux bouts. Enquêtes d'ethnocomptabilité », *Revue des politiques sociales et familiales*, Paris, CNAF, 2016, vol. 123.

⁵. Frédéric Le Play, *Les Ouvriers européens. Études sur les travaux, la vie domestique et la condition morale des populations ouvrières de l'Europe, précédées d'un exposé de la méthode d'observation*, Paris, Imp. Impériale, 1855, 301 p. Pour mieux comprendre le travail d'enquête de Le Play, voir : Stéphane Baciocchi et Alain Cottureau, « Le Play & Co. Le collectif d'enquête des Ouvriers européens, 1855-1867 », Intervention au séminaire EHESS Enquête sur les enquêtes ouvrières, 3 avril 2015 ; Stéphane Baciocchi et Jérôme David, « Esquisse pour une autre anthropologie », *Les Études sociales*, 2006 2005, vol. 142-143-144, p. 7-17 ; Alain Cottureau et Stéphane Baciocchi, « Observer l'inobservable dans un budget de famille ouvrière. L'expérimentation de F. Le Play auprès de Francesca à Vienne (Autriche), mai-juin 1853 » dans Éric Geerkens et al. (éds), *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine. Entre pratiques scientifiques et passions politiques*, Paris, La Découverte, 2019, p. 368-386.

pratiques ouvrières d'alimentation dans le second XIX^e siècle¹. J'ai montré qu'en mettant au jour les catégories avec lesquelles les familles envisagent leur alimentation, en comprenant comment et de quoi relèvent le budget et les activités liés à la nourriture, la place importante accordée à l'alimentation prend sens au regard de la conception qu'ont les familles de leur propre devenir. Si les pratiques d'alimentation sont soumises à une forte contrainte économique, leur analyse ne peut s'y limiter : les repas peuvent être investis d'un prestige social ; ils sont non seulement un vecteur de sociabilité, mais forment aussi, dans certains cas, le support d'échanges économiques ou de transactions professionnelles. Plus généralement, l'alimentation structure le temps social, l'espace domestique et les rapports familiaux. Sur ces différents points, la résonance avec les travaux contemporains est très forte². Ils partagent la conclusion selon laquelle on ne peut pas évaluer la nourriture à la seule place qu'elle occupe dans le budget.

Ce constat appelle une suite à cette recherche initiale, qui constitue ce mémoire. La question n'est plus d'identifier et de savoir utiliser des sources pour écrire une histoire de l'alimentation ouvrière, mais de faire des sources, plus précisément les enquêtes qui ont produit de la connaissance chiffrée sur les consommations ouvrières, un objet de recherche à part entière. L'objectif est moins de chercher à décrire des pratiques d'alimentation que des pratiques d'enquête sur l'alimentation ouvrière. Je m'intéresse pour cela à un ensemble d'enquêtes empiriques, à finalité normative ou cognitive, menées sur le premier vingtième siècle qui visent à mesurer les dépenses des ménages, dont plus de la moitié sont encore consacrées, sur la période étudiée, aux achats de denrées alimentaires. Ces enquêtes empiriques, en majorité dites par budgets de famille, recouvrent des réalités très différentes dans leur mise en œuvre et leurs objectifs, en dépit d'une méthode et d'une population enquêtée - les familles ouvrières - d'apparence commune. Elles s'inscrivent dans la période immédiatement ultérieure au programme des monographies de familles des *Ouvriers des deux mondes* produites par la Société d'économie sociale qui s'achève progressivement dans les premières années 1900. Je vais m'attacher à montrer dans ce mémoire que le premier vingtième siècle est une période cruciale qui voit se fixer des standards d'enquête et de mesure des dépenses et des consommations alimentaires.

¹. Anne Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale: les consommations ouvrières dans le second XIX^e siècle*. Préface de Claude Grignon, Paris, Éd. de la Maison des sciences de l'homme : Éd. Quae, 2007, ix+272 p.

². Voir notamment Pierre Blavier, « Les réaménagements de la consommation en contexte de récession », *Revue française de sociologie*, 2018, Vol. 59, n^o 1, p. 7-36 ; A. Cottureau et M.M. Marzok, *Une famille andalouse*, op. cit. ; Erwan Le Méner, « Au nom du fils. Ethnocomptabilité d'une famille de sans-papiers hébergée en hôtel social », *Revue des politiques sociales et familiales*, 2017, vol. 123, n^o 1, p. 41-55 ; Margalida Mulet Pascal, *Resolver, un art cubain de la débrouille. La gestion du quotidien des Vasquez, une famille transnationale dans le Cuba des années 2000*, EHESS, Paris, 2016, 637 p.

Envisager les enquêtes empiriques non plus comme source mais comme objet, c'est se doter d'outils critiques pour mieux maîtriser les effets de connaissance sur les familles ouvrières, à l'instar du travail mené par Alain Cottureau sur la tuberculose : les chiffres et interprétations officiels produits par l'épidémiologie ont longtemps construit la tuberculose comme une maladie du cadre de vie en lieu et place d'un diagnostic d'usure au travail¹. Lorsque ces enquêtes sont utilisées pour dépeindre la vie ouvrière de l'époque, il convient de mettre au jour ce dont elles parlent et ce qu'elles taisent ; ce qu'elles restituent, et ce qu'elles déforment. De ce point de vue, elles parlent autant des représentations dominantes de la classe ouvrière propres à chaque époque, que des pratiques des ouvriers et des ouvrières.

Qu'enregistrent-elles ? Comment se construisent-elles ? Que veulent-elles mesurer ? Il serait réducteur de les considérer uniquement comme offrant une simple représentation de la réalité sociale : celle de leurs concepteurs ou des familles enquêtées ? Car ces dispositifs sont indissociables de la réalité qu'ils visent à mesurer dans sa matérialité. C'est d'ailleurs toute la difficulté à laquelle leurs concepteurs se confrontent dans la fabrication des outils de collecte : la nature des objectifs assignés à l'enquête détermine la nature des informations enregistrées et du mode d'enregistrement. Cette recherche s'interroge sur « l'homologie entre la forme et les usages de l'enquête² ». Il s'agira ici de mettre autant l'accent sur les usages des enquêtes ou leur réception que sur leur inscription sociale qui détermine les outils mis en œuvre, les cadres normatifs, parfois concurrents, dans lesquels elles s'insèrent, tels que les représentations dominantes de l'alimentation ouvrière. La restitution de ces cadres normatifs permet d'inscrire l'alimentation ouvrière dans l'histoire des transformations des mondes ouvriers et de leurs styles de vie et d'apporter ainsi une contribution à l'histoire sociale.

Maurice Halbwachs : un acteur incontournable de la mesure des consommations

L'étude de la production de connaissance sur les consommations ouvrières au tournant du xx^e siècle et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale en France, conduit inévitablement aux travaux du sociologue Maurice Halbwachs (1877-1945). Comme cela a été souligné à maintes reprises, ses recherches portent sur des objets très divers tels que les prix des terrains à Paris, le suicide, la mémoire collective, les budgets ouvriers ou la localisation des lieux saints. Elles ont été présentées comme pouvant être scindées en deux périodes. La première, « inspirée par

¹. Alain Cottureau, « La tuberculose : maladie urbaine ou maladie de l'usure au travail ? Critique d'une épidémiologie officielle : le cas de Paris », *Sociologie du travail*, 1978, vol. 20, n° 2, p. 192-224.

². Nicolas Larchet, « Planifier les besoins ou identifier les risques ? Formes et usages des enquêtes de consommation du ministère de l'Agriculture des États-Unis (1935-1985) » dans Thomas Depecker, Anne Lhuissier et Aurélie Maurice (éds), *La juste mesure. Une sociologie historique des normes alimentaires*, Rennes, PUR-PUFR, 2013, p. 152.

Durkheim, est franchement sociologique¹ » alors que la seconde relève davantage de la psychologie collective. Le thème des consommations ouvrières est situé dans la première et relève davantage, en ces premières années du xx^e siècle, de la réforme sociale que du champ académique. L'alimentation ouvrière fait au tournant du xx^e siècle l'objet de préoccupations réformatrices particulièrement importantes, au même titre que le logement, thème sur lequel le normalien réformateur se positionne plus clairement. Christian Topalov défend l'idée selon laquelle, les deux thèses de Halbwachs - sur les loyers parisiens (1909) et sur les budgets ouvriers (1913) - dans leurs méthode et construction d'objet, répondent aux deux mêmes impératifs des contraintes académiques (controverses théoriques et stratégies universitaires) tout en portant sur des domaines empiriques désignés « par une question préconstituée en dehors du monde savant : la ville et les mœurs ouvriers comme objets de description, de diagnostic et de réforme² ». L'articulation entre science et action a été bien étudiée pour comprendre l'activité de certains durkheimiens³. Si ce n'est pas le fil principal que je tire ici, je m'intéresse en revanche à la dynamique dialectique entre sa pratique scientifique et son activité d'expertise qui balise son parcours de savant. C'est en se positionnant comme expert qu'il rend visible ses travaux scientifiques, lesquels, en retour, le conduisent peu à peu sur la scène de l'expertise internationale ; mais le renouvellement dans l'entre-deux-guerres des connaissances scientifiques (nutritionnelles) sur l'alimentation va rendre inaudible la position qu'il tient au titre d'expert au moment où il atteint le faîte de sa légitimité scientifique.

Il n'en demeure pas moins que son œuvre et sa relecture contemporaine recèlent une série d'ambiguïtés quant à son rapport au monde ouvrier. Nous souhaiterions reconsidérer un peu la figure du savant tenant le peuple à distance, y compris quand il s'agit de le photographier⁴. Car il est, au moins dans ses années de formation, curieux d'expérimentations sociales et syndicales. Lors de son séjour en Angleterre en 1904, il demande ainsi à ses amis Hertz et Chevalier de lui faire rencontrer des leaders syndicaux ou de visiter des lieux d'expérimentations sociales telles que des *settlement houses*. Il est membre de la Société des visiteurs, de l'université

¹. Marie Jaisson et Christian Baudelot, « Un sociologue de la complexité » dans Marie Jaisson et Christian Baudelot (éds), *Maurice Halbwachs: sociologue retrouvé*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2007, p. 13.

². Christian Topalov, *Histoires d'enquêtes : Londres, Paris, Chicago (1880-1930)*, Paris, Classiques Garnier, 2015, p. 122.

³. Par exemple : Marine Dhermy-Mairal, « Durkheimisme scientifique et durkheimisme d'action », *Revue française de sociologie*, 29 décembre 2015, Vol. 56, n° 4, p. 673-696 ; Marine Dhermy-Mairal, « "Faire vibrer les cœurs à l'unisson" Célestin Bouglé et Albert Thomas, entre science et action (1920-1932) », *Les Études Sociales*, juin 2017, vol. 165, n° 1, p. 31-49 ; Jean-Christophe Marcel, « Introduction », *Les Études Sociales*, 2017, n° 165 « Sociologues en politique. Autour de Célestin Bouglé », n° 1, p. 3-5 ; Célestin Bouglé, *Sociologie et action politique. Édition établie et présentée par Thomas Hirsch*, Paris, EHESS, 2019, 186 p.

⁴. Christian Topalov, « Maurice Halbwachs, photographe des taudis parisiens (1908) », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1997, vol. 28, n° 1, p. 128-145.

populaire Mouffetard, de l'Union socialiste et probablement de la Société coopérative établie dans le quartier latin par des normaliens. Loin de dresser le portrait d'un homme familier du monde ouvrier, ce qu'il n'est pas, ses travaux sur les consommations ouvrières laissent néanmoins les traces d'un chercheur soucieux de restituer des pratiques et des goûts. À rebours des discours hygiénistes de son temps, il se refuse à réduire l'alimentation à un besoin physiologique, pas plus qu'il ne se laisse embarquer dans les représentations dominantes de l'alimentation ouvrière et des pratiques de boisson, comme il semble l'avoir fait au contraire pour le logement. Sa conviction que les ouvriers n'exprimaient pas le besoin de logements meilleurs et salubres « était ancrée dans l'opinion commune des philanthropes¹ ». Comment comprendre cette césure forte dans ses écrits entre d'un côté des ouvriers dépeints comme dénués de tout sentiment social lorsqu'ils sont considérés dans leur espace de travail et, de l'autre, des ouvriers hors de l'espace et du temps du travail décrits comme éminemment intégrés dans l'espace social, notamment celui du commerce et du voisinage, et soucieux d'affirmer leur statut dans le regard des autres, notamment en faisant leurs courses?

D'où vient son obstination à vouloir restituer les consommations ouvrières non pas dans leur dimension physiologique, de reproduction de la force de travail, comme elles étaient pourtant encore envisagées dans les années 1910 au moment de sa thèse, mais plutôt à partir du genre de vie, soucieux de restituer des goûts, des valeurs, des habitudes, spécifiques à la classe ouvrière ? Oserons-nous formuler l'hypothèse qu'il est allé voir parce qu'il les considérait comme des sujets ? Quoi qu'il en soit, il a compté et discuté ; procédé à des inventaires et évalué ; collecté et analysé des menus ; échangé avec les épouses sur la consommation de boisson de leur mari. Sans accorder une importance démesurée à ses expériences d'enquêtes empiriques, au risque d'apporter une nouvelle contribution à sa vie posthume², quel sociologue pourrait néanmoins nier la dimension humaine que produisent de telles rencontres, dans des milieux tantôt misérables, tantôt mieux lotis que ce à quoi on s'attendait³? Et d'autant plus quand on sort de l'espace feutré du quartier latin et d'un mariage, en première noce, de bonne famille.

Avec un peu plus de certitude, on peut désormais, à la faveur de nouveaux documents d'archives, préciser sa façon de faire de la sociologie, empirique, à distance du sociologue de cabinet auxquels les durkheimiens ont plutôt été associés. Sur le sujet des consommations ouvrières, Halbwachs prône et s'embarque à plusieurs reprises (1907, 1921) dans un travail

¹. C. Topalov, *Histoires d'enquêtes, op. cit.*, p. 121.

². Thomas Hirsch, « Une vie posthume. Maurice Halbwachs et la sociologie française (1945-2015) », *Revue française de sociologie*, 2016, vol. 57, n° 1, p. 71-96.

³. Parmi de multiples exemples, voir le récit sensible du retour sur leur terrain par Jean-François Laé et Numa Murard : Jean-François Laé et Numa Murard, *Deux générations dans la débîne : enquête dans la pauvreté ouvrière*, Montrouge, Bayard, 2012, 419 p.

d'enquête de première main, dont il assure la coordination et la collecte des budgets, qui le conduisent jusque dans des impasses insalubres aux confins du 12^e arrondissement.... Il n'est ni familier des ouvriers, ni ethnographe. Néanmoins, Halbwachs enquête avec en tête l'exemple du travail considérable réalisé par Frédéric Le Play et le collectif d'enquêteurs des *Ouvriers européens*, dont il se réclame en partie. D'aucuns l'ont décrit comme un statisticien opposé à la méthode monographique¹, d'autres ont montré qu'il s'en réclamait². S'il tient à se démarquer des visées conservatrices des monographies, il en loue en revanche la méthode empirique. Selon les interlocuteurs et les circonstances, il met toutefois cet héritage à distance, surtout quand il s'agit d'afficher stratégiquement sa collaboration nouvelle avec la statistique administrative à l'occasion de *l'Encyclopédie* au milieu des années 1930. De sa critique ouverte en 1912 de la démarche de Cheysson et Toqué lorsqu'ils agrègent les budgets des monographies leplaysiennes³, à celle, en 1931, plus feutrée, de la méthode monographique qui ne traite que de « cas typiques⁴ », on voit là les marques du temps sur l'évolution des positionnements et des sources de légitimité académique. Nous proposons donc de reconsidérer, à la manière de Christian Topalov, « les conditions respectives de production et des inscriptions de leur auteur dans les deux mondes auxquels il appartenait », savant et réformateur, pour mettre à jour les « rapports entre une œuvre de sociologie et ses contextes d'action⁵ ». C'est de cette circulation dont il va être question dans ce mémoire. Structuré autour des activités de recherche et d'expertise de Maurice Halbwachs, il porte sur une série d'enquêtes sur les dépenses ouvrières qui couvrent la première moitié du xx^e siècle.

¹. Alain Desrosières, « The part in relation to the whole: how to generalise? The prehistory of representative sampling » dans Martin Bulmer, Kevin Bales et Kathryn Kish Sklar (eds.), *The Social Survey in Historical Perspective 1880-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011, p. 225. "he rejected the intensive method of Le Play which gave no indication of diversity and did not allow the *cross-tabulation of variables suggesting explanations*".

². Antoine Savoye se réfère à un article important publié par Halbwachs en 1908 dans lequel le futur sociologue y expose sa conception des budgets de famille, fondée sur l'approche monographique développée par Le Play :A. Savoye, *Les débuts de la sociologie empirique*, op. cit. et plus particulièrement le chapitre « La famille au microscope. Les enquêtes sur les budgets des familles ouvrières », p. 58.

³. M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, op. cit., p. 485, note 1.

⁴. Maurice Halbwachs, « La statistique et les sciences sociales en France » dans Josef Cada (éd), *La France d'aujourd'hui. Livre de lectures à l'usage de l'École des Hautes Études Commerciales de Prague*, Praha, Spolek posluchacu komerčního inženýrství, 1931, p. 272- 286. Reproduit dans Maurice Halbwachs et al., *Le point de vue du nombre (1936)*, Paris, France, Institut national d'études démographiques, 2005, p. 372.

⁵. C. Topalov, *Histoires d'enquêtes*, op. cit., p. 123.

L'ENTRE-DEUX-GUERRES : UNE PÉRIODE CRUCIALE DANS LA STANDARDISATION DES ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES

Le premier vingtième siècle s'avère crucial en matière de mesure de l'alimentation ; y sont posées les bases sur lesquelles vont prendre appui les dispositifs d'après-guerre, en particulier en termes d'unités de mesure et d'outils de collecte, et à l'aune desquels les dépenses et les régimes alimentaires vont désormais être évalués. L'élaboration de cet outillage conceptuel et matériel est ponctuée de moments charnières relatifs à la conception des enquêtes et aux questions auxquelles elles répondent. Ces moments charnières préfigurent une série d'inflexions dans les débats et les formes que va prendre la question des dépenses alimentaires et de leur mesure. Ils interviennent sur fond d'avancées économiques et sociales, mais aussi scientifiques qui modifient le rapport de la société à la consommation et plus particulièrement à la consommation alimentaire, tout autant que se transforme la classe ouvrière elle-même, son pouvoir d'achat, ses goûts. Ces conceptions nouvelles prennent directement corps dans des institutions et des outils d'observation et de mesure de l'alimentation ouvrière. Les travaux que mène Halbwachs s'inscrivent dans ce contexte.

Les années 1910 : de l'observation des salaires à celle des dépenses

Les années 1910 marquent un tournant dans les conceptions et la mesure de la consommation et de l'alimentation ouvrière. L'évaluation de ce qu'il en coûte pour vivre se fondait jusque-là sur l'observation des revenus, pré-supposant une relation linéaire entre revenus et dépenses, schéma popularisé par les travaux de l'économiste Ernst Engel¹. Mais les transformations de la classe ouvrière à la Belle Époque conjuguées à l'amélioration progressive de l'approvisionnement alimentaire ouvrent la voie, au tournant du xx^e siècle, à une nouvelle approche de la consommation - notion émergente mais objet de nombreux débats² - qui met les dépenses et leur répartition au cœur des enjeux de mesure.

L'augmentation dès 1910 des loyers et du prix de certains aliments³ vient enrayer le mouvement continu d'amélioration des conditions d'existence qu'a connu la classe ouvrière à la

¹. Carle C. Zimmerman, « Ernst Engel's Law of Expenditures for Food », *The Quarterly Journal of Economics*, novembre 1932, vol. 47, n° 1, p. 78-101.

². Voir par exemple Marie-Emmanuelle Chessel, *Consommateurs engagés à la Belle Époque : la Ligue sociale d'acheteurs*, Paris, les presses de Sciences po., 2012 ; Alain Chatriot, Matthew Hilton, Marie-Emmanuelle Chessel (éds), *Au nom du consommateur : consommation et politique en Europe et aux États-Unis au xx^e siècle*, Paris, la Découverte, 2004.

³. Jean-Marie Flonneau, « Crise de vie chère et mouvement syndical 1910-1914 », *Le Mouvement Social*, 1970, vol. 72, p. 49-81 ; Paul R. Hanson, « The 'vie chère' riots in 1911: traditional protests in modern garb », *Journal of Social History*, 1988, vol. 21, n° 3, p. 463-482 ; Alain Chatriot et Marion Fontaine, « Contre la vie chère », *Cahiers Jaurès*, décembre 2008, n° 187-188, p. 97-116.

Belle Époque. Sans minimiser l'amplitude des écarts au sein même de la société ouvrière, la variété des situations et des statuts, le dernier quart du XIX^e siècle a néanmoins connu une réduction de la misère : ouvriers ruraux, gens de métier, première couche de prolétaires d'usine tendent à constituer une nouvelle génération ouvrière, qui à la veille de la grande guerre, expérimente une forte expansion du salariat industriel¹. Ces transformations se sont accompagnées d'une amélioration de la situation ouvrière par le recul du chômage périodique, la mise en place d'œuvres patronales (œuvre sociales, secours mutuel, aide médicale, cantines et économats) et les politiques sociales de la Troisième République (par exemple la loi sur les retraites ouvrières). Leur fait écho l'amélioration relative de la consommation ouvrière², facilitée par la baisse des prix des denrées, par la diffusion de nouveaux produits agricoles et industriels - grâce à des progrès dans la production, les transports, la distribution et la vente -, par la création de produits et de marques et aussi par l'ouverture de coopératives ou de grands magasins à destination des classes populaires³, et par l'instauration du crédit à la consommation⁴. Conjuguée à une baisse des prix des denrées alimentaires, l'élévation du niveau de vie des ouvriers se traduit d'abord par une amélioration de l'alimentation, qui continue néanmoins d'absorber près de 60% des budgets des ouvriers urbains. L'alimentation ouvrière devient plus riche et diversifiée : « Pour la première fois, c'est moins la peur de manquer qui est à l'origine de la protestation populaire que la crainte de voir remis en cause le niveau de vie difficilement atteint et encore bien insuffisant⁵ ». Ce développement de la consommation populaire ne va pas sans créer des tensions auprès des élites conservatrices qui mettent en garde contre les « faux besoins » qui tendraient à créer des aspirations qu'elles ne trouvent pas appropriées aux conditions de vie ouvrières⁶. Ces discours s'accompagnent d'actions de réforme et d'éducation qui se concentrent sur les budgets domestiques. Qu'il s'agisse des écoles publiques, des dispositifs patronaux ou des organisations ouvrières, l'attention accordée à la gestion des dépenses familiales prend une ampleur nouvelle⁷. Les protestations qui surviennent en 1910 et 1911 à la suite de l'augmentation des prix des

¹. Alain Dewerpe, *Le monde du travail en France, 1800-1950*, 2e éd., Paris, A. Colin, 1998, 170 p.

². Jean-Claude Daumas, *La Révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIX^e-XXI^e siècle*, Paris, Flammarion, 2018, 593 p.

³. Marie-Emmanuelle Chessel, *Histoire de la consommation*, Paris, Éd. la Découverte, 2012, 126 p.

⁴. Anaïs Albert, « Le crédit à la consommation des classes populaires à la Belle Époque. Invention, innovation ou reconfiguration ? », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2012, vol. 67, n° 4, p. 1049-1082.

⁵. J.-C. Daumas, *La Révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIX^e-XXI^e siècle*, op. cit., p. 213.

⁶. A. Albert, « La "démocratisation du luxe" : La consommation d'imitations par les classes populaires parisiennes à la Belle Époque », art. cit.

⁷. Voir par exemple J.-C. Daumas, *La Révolution matérielle. Une histoire de la consommation, France XIX^e-XXI^e siècle*, op. cit. ; T. Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XX^e-XXI^e siècles*, op. cit. ; Audrey Leleu, « Domestiquer le budget ouvrier », *Les Études Sociales*, décembre 2016, n° 164, n° 2, p. 39-62.

denrées vont conduire à « une prise de conscience générale de ce qu'est le prix de la vie [...] car avant la crise et même à son début, personne ne comprenait vraiment les mécanismes de la consommation¹ » et participer à la transformation des formes d'observation des conditions d'existence par les pouvoirs publics.

La publication en 1911 du volume « Salaires et coût de l'existence à diverses époques et jusqu'en 1910 » par la Statistique générale de la France répond aux transformations qui affectent la société en matière de consommation et amorce un renversement majeur de perspective dans les formes et les outils d'observation des niveaux de vie par la statistique publique. Avec ce volume, le ministère du Travail accorde désormais le primat à l'observation des dépenses sur celle des salaires. Ce faisant, il se démarque des tentatives antérieures, privées ou administratives, de mesure des conditions d'existence² ou issues de mobilisations ouvrières visant à fixer un seuil plancher de salaire³. D'une part l'État, via son administration statistique, s'empare officiellement de la question des dépenses, au détriment de la seule observation des salaires⁴ et l'inscrit dans un dispositif permanent d'observation. Ce glissement dans les formes d'observation prend corps dans l'élaboration d'un indice du coût de la vie qui est publié sur une base régulière dès 1912 dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France*. Cet indice engage les statisticiens administrateurs dans un travail de définition des besoins ouvriers qu'ils conceptualisent sous la forme d'une abstraction : le budget ouvrier type. Il s'agit d'élaborer un budget théorique de dépenses pour une famille ouvrière de quatre personnes, en déterminant les poids de onze denrées alimentaires (pain, viande de boucherie, porc domestique, beurre, œufs, lait, fromage, pommes de terre, légumes secs, sucre, huile comestible) auxquelles s'ajoutent le pétrole et l'alcool à brûler, complétant la liste dite des « 13 articles ». L'indice exprime la variation des prix pour une répartition des dépenses et pour des quantités qui demeurent fixes.

Cette façon figée d'envisager les dépenses ouvrières (où seuls les prix varient) se situe aux antipodes de ce que Maurice Halbwachs étudie au même moment dans ses travaux sur les besoins ouvriers. Elle le conduit à déplacer les enjeux de ses travaux et ses interlocuteurs du champ académique à la statistique administrative. Jusqu'en 1914, ses publications sur les budgets ouvriers se situent clairement dans l'espace académique. Il s'agit d'abord de légitimer une méthode, celle des budgets de famille dans une filiation assumée à Le Play, tout en veillant à se démarquer de la dimension moralisatrice et conservatrice du corpus d'enquêtes des *Ouvriers*

¹. Jean-Marie Flonneau, « Crise de la vie chère et mouvement syndical (1910-1914) », art. cit., p. 49-50 et 80.

². Jeanne Singer-Kérel, *Le coût de la vie à Paris de 1840 à 1954*, A. Colin, Paris, 1961, 560 p.

³. Dana Simmons, *Vital Minimum : Need, Science, and Politics in Modern France*, The University of Chicago Press, Chicago & London, 2015, 243 p.

⁴. Notamment par les enquêtes auprès des prud'hommes.

européens et des *Ouvriers deux mondes*. La méthode monographique, que Halbwachs appelle aussi « intensive » présente l'avantage de compléter le budget par un ensemble d'autres informations contenues dans les notices qui donnent aux budgets toute leur intelligibilité en resituant les dépenses dans les rapports que les familles entretiennent à leur trajectoire et leur devenir¹. Alors que ses publications de 1908 et 1912² visent clairement à asseoir sa légitimité dans le champ de la science sociale, en particulier face aux économistes allemands dont les travaux sont largement analysés dans *l'Année sociologique*³, pour y affirmer sa définition des classes sociales, l'article qu'il publie en 1914 marque une réorientation dans ses interlocuteurs⁴. Intitulé « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », il marque le point de départ du dialogue qu'il entame avec les statisticiens de la Statistique générale de la France, qui, à ce moment-là, sont en plein recueil des budgets dans le cadre de l'enquête sur les conditions de vie et de travail des familles ouvrières et paysannes entreprise par la commission Chéron à la demande du ministère du Travail. Dans cet article, il rend compte de façon détaillée des résultats de l'enquête par budgets qu'il a menée en 1907, légitimant ainsi son savoir-faire en matière d'enquête de première main (recueil et coordination), ainsi que d'analyse secondaire de données statistiques. Publier dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France*, qui consacre depuis sa création en 1911 une rubrique au « coût » de la vie et tient la chronique de l'actualité des enquêtes par budgets de famille menées dans différents pays, est de ce point de vue tout à fait stratégique. Halbwachs ne fait pas porter la conversation sur les chevaux de bataille du service de statistique (comme l'échantillonnage), mais bien sur la conception des outils de collecte et sur l'analyse fine des données, mettant en avant sa propre conception de l'analyse statistique sans cesser de renvoyer aux volets monographiques qui accompagnaient le recueil des données budgétaires, à la différence de l'approche privilégiée par la statistique administrative, qu'il n'aura de cesse de critiquer.

Le glissement majeur des représentations et des conceptions, y compris étatiques, du suivi et de la mesure des consommations ouvrières qui s'effectue au tournant des années 1910, rencontre un changement de même ampleur dans la recherche française en physiologie. En 1910 l'ingénieur agronome Jules Alquier (1869-1941), après seize années passées au laboratoire

¹. Alain Cottureau et Maurizio Gribaudo, *Précarités, cheminements et formes de cohérence sociale au XIX^e siècle*, Paris, MIRE, 1999 ; A. Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale*, *op. cit.*

². Maurice Halbwachs, « Budgets de familles », *La Revue de Paris*, 1908, vol. 4, p. 534-562 ; M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, *op. cit.*

³. Sur la discussion plus générale avec les économistes allemands, voir Philippe Steiner, *L'école durkheimienne et l'économie: sociologie, religion et connaissance*, Genève, Droz, 2005, 369 p. ; Philippe Steiner, « La tradition française de critique sociologique de l'économie politique », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 2008, vol. 18, n° 1, p. 63-84.

⁴. Maurice Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la statistique générale de la France*, octobre 1914, vol. 4, n° 1, p. 47-83.

d'alimentation rationnelle de la Compagnie générale des voitures, prend le poste de Secrétaire général de la Société scientifique d'hygiène alimentaire (SSHA). Créée en 1904, la Société rassemble médecins, biologistes et hygiénistes travaillant sur l'alimentation humaine¹. Ses promoteurs poursuivent l'objectif d'analyser les denrées alimentaires et d'en améliorer la qualité, mais aussi de développer et d'enseigner les sciences appliquées à l'alimentation. À son arrivée, Alquier donne une nouvelle impulsion à la Section d'alimentation rationnelle pour étudier désormais la quantification du besoin alimentaire de l'homme et adapter le calcul des besoins initialement calqué sur la nutrition animale². Alors même que le directeur de la Statistique générale de la France fait partie du comité directeur de la Société scientifique d'hygiène alimentaire, les deux institutions ne collaborent pas bien au contraire : la SSHA plaide pour la mise en œuvre d'une enquête strictement nutritionnelle, qui restera toutefois à l'état d'ébauche jusqu'aux années 1930. Ainsi la période qui précède immédiatement la Grande guerre contribue à la mise en place d'outils d'observation durables de l'alimentation ouvrière qui vont être repris et amplifiés à la sortie du conflit.

La sortie du premier conflit mondial : mesurer l'indice du coût de la vie

La sortie de la première guerre mondiale marque une période de transition dans les critères de surveillance et de mesure des dépenses d'alimentation et du coût de la vie. S'y renforce un processus de définition et de standardisation des outils d'observation en même temps qu'apparaissent de nouveaux critères d'évaluation nutritionnelle. Ces deux mouvements conjoints forment le terreau de modifications majeures qui interviendront au milieu des années 1930.

Les tensions très fortes qui pèsent sur le ravitaillement pendant la guerre³, ainsi que l'inflation qui sévit pendant le conflit et à la sortie de celui-ci⁴ ravivent les tensions qu'a connues la France avant-guerre. À Paris par exemple, à l'été 1916, les denrées, à l'exception du pain qui fait

¹. Sur la SSHA, voir : T. Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, op. cit.

². Thomas Depecker, « L'alimentation rationnelle des corps au travail. Cheval de trait et budget ouvrier à Paris dans le second XIX^e siècle » dans Thomas Bouchet et al. (éds), *La gamelle et l'outil. Manger au travail en France et en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2016, p. 143- 160 ; Thomas Depecker, *La Loi des tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, op. cit.

³. Par exemple pour Paris voir : Thierry Bonzon, « La société, l'État et le pouvoir local: l'approvisionnement à Paris, 1914-1918 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1996, n° 183, p. 11- 28 ; Erik Langlinay, « Consommation et ravitaillement en France durant la Première Guerre mondiale (1914-1920) » dans Alain Chatriot, Matthew Hilton et Marie-Emmanuelle Chessel (éds), *Au nom du consommateur : consommation et politique en Europe et aux États-Unis au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004, p. 27-44.

⁴. Tyler Stovall, « Du vieux et du neuf : économie morale et militantisme ouvrier dans les luttes contre la vie chère à Paris en 1919 », *Le Mouvement social*, traduit par Colette Friedlander, 1995, n° 170, p. 85- 113 ; Peter Scholliers, « Index-Linked Wages, Purchasing Power and Social Conflict between the Wars: the Belgian Approach (Internationally compared) », *Journal of european economic history*, 1991, vol. 20, n° 2, p. 407-440.

l'objet d'une taxation dès le début du conflit, ont vu leur prix augmenter de 30% par rapport à juillet 1914¹. La carte de rationnement apparaît début 1917 pour la plupart des denrées. Dans la zone occupée, la ration passe à 1250 calories en 1917, et celle de pain tombe à 75 grammes par jour en 1918², année où les prix atteignent un niveau record³. Ces tensions deviennent politiquement critiques en 1919, quand se multiplient les conflits sociaux et que le pouvoir redoute une explosion révolutionnaire. Les mesures prises par le gouvernement contre la vie chère en juillet 1919 telles que les baraques alimentaires ou les restaurants à prix fixe, et la démission du ministre du Ravitaillement le 19 juillet ne suffisent pas à éviter une série de manifestations⁴. Aussi, en parallèle à la mise en place de comités locaux des prix normaux, une Commission centrale d'études relatives au coût de la vie est-elle instituée auprès du ministère du Travail par le décret du 19 février 1920.

La commission a pour principale raison d'être l'observation de la variation des prix au détail depuis 1914 et de sa répercussion sur le coût de la vie, via la production d'un indice national. Les travaux de la Commission centrale, dont l'organisation est confiée à la Statistique générale de la France, sont relayés par vingt commissions régionales tripartites (représentants du patronat, des ouvriers, de l'administration). Elles sont chargées de produire un indice provisoire, destiné à être révisé sur la base de budgets réels obtenus par le biais d'enquêtes par budgets de famille. Les enjeux attachés à la production de l'indice font émerger des conflits au sein des commissions régionales, dont la répartition des dépenses (à la fois le poids accordé à chaque catégorie de produits, et la liste des produits et denrées considérés) demeure l'un des principaux enjeux⁵. En portant sur une répartition fixe des dépenses, l'indice se voit reprocher de ne pouvoir tenir compte des modifications dans la hiérarchie des dépenses qu'entraîneraient des variations de prix ou l'évolution du marché et des modes de consommation. C'est sur ce point précis que Maurice Halbwachs, en désaccord total avec le caractère fixe de la répartition des dépenses, porte toute son attention dans l'enquête qu'il conduit pour la Commission d'Alsace-Lorraine en 1921. Bien que limitée dans la portée de ses résultats, l'enquête lui permet d'opposer au budget fictif de l'administration statistique une répartition des dépenses « réelles », en redéfinissant et

¹. T. Bonzon, « La société, l'État et le pouvoir local : l'approvisionnement à Paris, 1914-1918 », art cit., p. 12.

². E. Langlinay, « Consommation et ravitaillement en France durant la Première Guerre mondiale (1914-1920) », art cit., p. 39.

³. Thierry Bonzon, « Feeding the cities » dans Jean-Louis Robert et Jay Winter (eds.), *Capital Cities at War, London, Paris, Berlin 1914-1919*, traduit par Belinda Davis, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, vol. 1, p. 305-341.

⁴. John Barzman, « Entre l'émeute, la manifestation et la concertation: la "crise de la vie chère" de l'été 1919 au Havre », *Le Mouvement social*, 1995, n° 170, p. 61-84.

⁵. Jean-Paul Barrière, « Les Commissions sur le coût de la vie dans le Nord au cours des années 1920 : embryon d'arbitrage ou alibi patronal ? » dans Serge Dauchy et al. (éds), *Histoire, Justice et Travail. Actes du colloque international 4, 5 et 6 décembre 2003*, Lille, Centre d'histoire judiciaire, 2005, p. 361-379.

en élargissant le nombre et la nature des denrées prises en compte dans la liste dite « des 13 articles » établie avant-guerre par la même administration. Cette dernière ne va pourtant pas œuvrer davantage en faveur d'une enquête par budgets qui permettrait de réviser les bases du budget théorique, en dépit des critiques répétées de Halbwachs et des travaux dans lesquels elle se trouve engagée au niveau international.

Alors qu'à la sortie de la Grande Guerre l'inflation touche la plupart des pays d'Europe¹, le Bureau international du Travail, soucieux d'une harmonisation des statistiques et des indicateurs liés au travail, prend rapidement le relais des discussions nationales menées sur les indices du coût de la vie. Dès 1925, la question est inscrite à l'ordre du jour de la deuxième Conférence internationale des statisticiens du travail². Le rapport préliminaire préparé pour l'occasion par la Section de statistique du BIT observe que la diversité des méthodes mises en œuvre dans les différents pays empêche toute comparaison³. La méthode du budget-type coexiste ainsi avec la méthode du budget théorique, reposant sur des valeurs caloriques, et avec celle dite de la consommation globale (qui consiste à déduire des statistiques de production nationale et des importations celles des exportations, et de les rapporter à l'ensemble de la population). À la diversité des méthodes s'ajoute, pour les statisticiens, l'hétérogénéité des bases sur lesquelles les indices nationaux du coût de la vie sont élaborés, les produits pris en considération et les poids qui leur sont attribués : le logement par exemple n'est pas systématiquement pris en compte, ou les produits considérés à l'intérieur d'une même famille autorisent d'importantes différences, à l'exemple, certes un peu extrême, de l'Australie qui compte 41 articles d'alimentation, dont dix qualités différentes de bœuf et sept de mouton alors qu'aux Pays Bas, « toutes ces variétés ne sont comprises que dans l'article "viande" etc.⁴ ». Pour résoudre l'hétérogénéité des méthodes et des bases de calcul des indices, les statisticiens de la conférence, au premier rang desquels le directeur de la Statistique générale de la France, Michel Huber, votent une résolution visant à encourager les administrations statistiques à mener une série d'enquêtes avant l'année 1928, de façon à pouvoir établir les bases d'un nouvel indice pour l'année de référence 1930⁵. Ils

¹. P. Scholliers, « Index-Linked Wages, Purchasing Power and Social Conflict between the Wars: the Belgian Approach (Internationally compared) », art cit.

². Bureau international du Travail, *La deuxième Conférence internationale des statisticiens du travail*, Genève, 1925, 86 p.

³. Bureau international du Travail, *Méthodes d'établissement des nombres-indices du coût de la vie. Rapport préparé pour la deuxième Conférence internationale des statisticiens du travail (avril 1925)*, Genève, 1925.

⁴. *Ibid.*, p. 11.

⁵. Bureau international du Travail, *La deuxième Conférence internationale des statisticiens du travail*, op. cit., p. 15.

accompagnent cette résolution de la publication l'année suivante d'un rapport sur *Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux*, vaste recension critique d'enquêtes récentes¹.

L'administration statistique ne s'engage pas dans une telle enquête, mais refonde pour l'année 1930 les nomenclatures retenues pour l'élaboration de l'indice du coût de la vie. La liste initiale de 1911 s'enrichit de nouveaux produits qui dépeignent un régime alimentaire considérablement élargi (ou par contraste montre que la liste de 1911 était particulièrement indigente). Aux denrées précédemment prises en compte s'ajoutent les céréales (farine, pâtes, riz), les légumes secs (haricots, lentilles, pois secs), une seconde catégorie de viande et poisson (volaille, lapin, poisson), des produits d'épicerie sucrée et des condiments (café, chicorée, chocolat, sel et vinaigre), et une ligne boissons (vin, bière ou cidre), dont il est possible de penser qu'elle n'avait pas été retenue dans l'indice précédent sous peine de le faire augmenter trop rapidement. La modification de la nomenclature, qui compte désormais, outre l'alimentation (évaluée à 60% des dépenses), les catégories « chauffage et éclairage », « loyer », « habillement » et « dépenses diverses », ne s'ensuit pas de modifications dans la méthode d'élaboration de l'indice, dont les poids de chaque catégorie dans le budget théorique ne se fondent toujours pas sur des budgets réels, faute d'enquête empirique par budgets de famille. D'autres pays ont en revanche suivi les recommandations du BIT, tels que la Belgique et l'Allemagne dont Halbwachs analysera les résultats faute de données françaises récentes.

La période d'après-guerre connaît aussi de nouveaux développements dans la recherche en nutrition qui vont durablement transformer la mesure de l'alimentation ouvrière. La publication de l'ouvrage de l'américain Mc Collum en 1918 va radicalement modifier la conception de l'équilibre des rations et passer d'une ration minimum à une alimentation optimum². La nouvelle science de la nutrition (*Newer knowledge of nutrition*) conduit les physiologistes à s'intéresser désormais aux composantes d'un régime optimum, en vue de prévenir les carences, plutôt qu'à un régime minimum visant à assurer la survie³. Introduite au début du xx^e siècle à la faveur de l'avancée des recherches sur les minéraux et les vitamines, la notion de régime optimum conduit à classer les produits alimentaires en deux groupes principaux : les aliments protecteurs, riches en vitamines et minéraux, tels que le lait, les œufs, la viande, le fromage, les légumes ; et les aliments complémentaires donnant de l'énergie, tels que les

¹. Bureau international du Travail, *Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux*, Genève, 1926, vol. 9, 107 p.

². Elmer Verner McCollum, *The Newer Knowledge of Nutrition : the Use of Food for the Preservation of Vitality and Health*, s.l., New York : Macmillan, 1918, viii-199 p.

³. *Ibid.*

céréales, les graisses et le sucre¹. Les normes nutritionnelles, en particulier les facteurs alimentaires individuels qui constituent un régime alimentaire sain, sont examinées et la quantité de nourriture requise calculée². La nouvelle science de la nutrition s'inscrit dans le mouvement de médecine préventive qui est de plus en plus soutenu dans les organisations internationales, et notamment à l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations (OHSN). À sa fondation en 1922, l'Organisation d'hygiène s'occupait principalement de normaliser les statistiques de mortalité ou de fournir une base quantifiée pour les médicaments et les vaccins, sans se préoccuper de nutrition. Les indicateurs numériques esquissés pour mesurer la malnutrition se raffinent avec la nouvelle science de la nutrition, qui élargit aux vitamines et aux minéraux l'attention initialement prêtée à la calorie. Ils conduisent à une redéfinition progressive des bases des calculs des « besoins » ouvriers, calculs qui vont désormais se poser en concurrence avec d'autres formes d'évaluations, en particulier en rapport avec les salaires. Ces deux conceptions vont trouver à s'affronter au milieu des années 1930 dans les deux institutions genevoises, en particulier dans les deux comités dans lesquels va siéger Halbwachs.

Le milieu des années 1930 : l'emprise croissante des nutritionnistes sur la mesure des consommations alimentaires

La question du coût de la vie et des normes de la mesure trouve une nouvelle acuité au début des années 1930 dans une réflexion favorisée par une double conjoncture : le chômage et la crise économique qui posent la question des effets de la compression des salaires sur la répartition des dépenses et sur les conditions de vie. Dans cette réflexion, les consommations alimentaires sont scrutées avec d'autant plus de soin qu'elles commencent à être évaluées, non pas seulement à l'aune des dépenses qu'elles occasionnent mais aussi à celle de leur qualité nutritionnelle, comme le prône désormais l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations à l'appui des acquis de la nouvelle science de la nutrition. Dès le début des années 1930, le manque d'indicateurs numériques sur la nutrition se fait sentir, alors même qu'ils forment la raison d'être de l'Organisation d'hygiène³. Avec l'arrivée à sa tête en 1931 du médecin Ludwik Rajchman, dont

¹. Josep Lluís Barona, *The problem of nutrition: experimental science, public health and economy in Europe, 1914-1945*, Brussels, P.I.E. Peter Lang, 2010, 163 p.

². *Ibid.*

³. Lion Murard, « La santé publique et ses instruments de mesure. Des barèmes évaluatifs américains aux indices numériques de la Société des Nations, 1915-1955 » dans Gérard Jorland, Annick Opinel et George Weisz (eds.), *Body Counts: Medical Quantification in Historical and Sociological Perspectives / La Quantification Médicale, Perspectives Historiques et Sociologiques*, Montréal & Kingston, McGill-Queen's university press, 2005, p. 268.

l'une des missions était de mettre sur pied un programme international de nutrition¹, l'OHSN se saisit de ces questions qu'elle confie au physiologiste Wallace R. Aykroyd². Dès lors, les travaux menés au sein de l'Organisation d'hygiène sur la nutrition ne cessent de prendre de l'ampleur, comme en témoigne l'envolée des publications : le nombre de rapport publiés sur la nutrition passe de huit en 1932 à un pic de trente-neuf et trente-et-une en 1936 and 1937³. Ces travaux s'articulent autour de deux types d'activité. D'un côté, il s'agit de définir des standards scientifiques reconnus internationalement, comme il a été fait en matière de sérologie⁴. D'autre part, il s'agit d'identifier les facteurs individuels qui contribuent à un régime alimentaire sain et de déterminer les quantités afférentes dans le cadre du programme de standardisation⁵. Fondée sur des concepts physiologiques précis permettant de tracer la frontière entre santé et pathologie, « the League [of Nations] was to reinforce the shift away from minimum diets of fats and proteins, and towards optimum diets rich in vitamins and minerals, in order to remedy nutritional deficiencies⁶ ». Les données nationales scrupuleusement recensées par les employés de la Section d'hygiène à Genève forment la matière de plusieurs communications préliminaires et, en 1935, d'un important rapport. *L'Alimentation et l'hygiène publique*, écrit par Etienne Burnet et Wallace Aykroyd, présente l'état du savoir scientifique sur une diversité de thèmes alimentaires, y compris les nécessités alimentaires humaines pour les adultes et les enfants, les maladies alimentaires et l'éducation à une alimentation saine⁷. La question clé qui mobilise ces experts demeure celle de la composition d'un régime alimentaire adéquat. C'est dans la continuité de ces travaux qu'en septembre 1935, l'Assemblée de la Société des Nations exhorte les gouvernements à examiner les

¹. Paul Weindling, « The Role of International Organisations in Setting Nutritional Standards in the 1920s and 1930s' » dans Harmke Kamminga et Andrew Cunningham (eds.), *The science and culture of nutrition, 1840-1940*, Rodopi, Amsterdam, Atlanta, 1995, p. 319-332.

². *Ibid.* ; Paul Weindling, « Social Medecine at the League of Nations Health Organisation and the International Labour Office compared » dans Paul Weindling (ed.), *International Helath Organisations and Movements, 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 134-153 ; Iris Borowy, *Coming to terms with world health : the League of Nations Health Organisation 1921-1946*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2009, en particulier le chapitre « The Effect of Word Depression - Nutrition », p. 361-394 ; Iris Borowy, « Crisis as opportunity: international health work during the economic depression », *Dynamis*, 2008, vol. 28, p. 29-51 ; Iris Borowy, « La Société des nations, la crise des années 1930 et la santé », *Les Tribunes de la santé*, octobre 2012, n° 36, p. 21-27 ; Josep Lluís Barona, « International Organisations and the development of a physiology of nutrition during the 1930s », *Food and History*, 2008, vol. 6, n° 1, p. 133-166 ; Josep Lluís Barona Vilar, « Nutrition and Health. The International Context During the Inter-war crisis », *Social History of Medicine*, 2007, vol. 20, n° 1, p. 87-105.

³. D'après le comptage de Paul Weindling sur la base de la « Bibliography of the Technical Work of the Health Organisation of the League of Nations, 1920-1945 ». P. Weindling, « The Role of International Organisations in Setting Nutritional Standards in the 1920s and 1930s' », art cit.

⁴. I. Borowy, *Coming to terms with world health...*, *op. cit.*, p. 114 sq.

⁵. P. Weindling, « The Role of International Organisations in Setting Nutritional Standards in the 1920s and 1930s' », art cit., p. 321-322.

⁶. *Ibid.*

⁷. Étienne Burnet et W. R. Aykroyd, *L'Alimentation et l'hygiène publique*, Genève, Société des Nations, 1935, 155p.

moyens concrets d'améliorer la nutrition et invite l'Organisation d'hygiène à poursuivre et élargir ses travaux sur la nutrition. En conséquence, au sein de l'OHSN est créée une Commission technique sur la nutrition sous la présidence d'Edward Mellanby (1884-1955), secrétaire du Conseil de la recherche médicale britannique depuis 1933, pour s'occuper des « bases physiologiques » de la nutrition. Ce comité tient sa première conférence à Londres fin novembre 1935, dont sortiront des seuils de nutrition érigés désormais comme la norme par les nutritionnistes¹. En parallèle, l'Assemblée demande à ce que soit créé un Comité mixte comprenant, outre les représentants de la Société des Nations, des représentants du Bureau international du Travail et de l'Institut international d'Agriculture. Cette demande incite le Bureau international du Travail à mettre en route un Comité d'experts sur « l'Alimentation des travailleurs et la politique sociale ». Il est d'autant plus important pour le BIT de s'emparer d'un questionnement sur lequel il est largement distancé par l'Organisation d'hygiène, que les positions prônées par la Société des Nations ne vont pas dans le sens que le BIT souhaite voir donner à la question de l'accès à la nourriture des travailleurs. Face à la Société des Nations très active sur la question de la nutrition - en particulier depuis le succès du rapport de Burnet et Aykroyd - il s'agit d'affirmer une prérogative sur la question de l'alimentation des travailleurs dans une discussion sur la nutrition des populations dominée par l'OHSN. La nouvelle science de la nutrition introduit un terme supplémentaire dans l'évaluation du coût de la vie et vient prendre l'ascendant, dans les organisations internationales, sur les normes de mesure de l'alimentation, en faisant passer au second plan les populations ouvrières, pourtant, tout au moins en France, au sommet de leur centralité en plein Front populaire, au profit de populations définies par leur âge en rapport avec les principales étapes du développement physiologique qui entraînent des besoins nutritionnels spécifiques.

À la sortie du conflit, la création des nouveaux instituts de recherche publics tels que l'Institut national d'hygiène (1941), l'Institut national des études démographiques (1945), l'Institut national de la statistique et des études économiques (1946), ou privés comme le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (1953), rebat totalement les cartes².

¹. League of Nations, International Institute of Agriculture, Mixed Committee on the problem of League of Nations. Nutrition, et Technical Commission on League of Nations. Nutrition. *The Problem of Nutrition. II. Report on the Physiological Bases of Nutrition, Drawn up by the Technical Commission of the Health Committee at the Meeting Held in London (November 25th-29th, 1935), Revised and Amplified at the Meeting Held at Geneva (June 4th-8th, 1936)*, Geneva, BIT, 1936.

². Jean-François Picard, « Aux origines de l'Inserm : André Chevallier et l'Institut national d'hygiène », *Sciences Sociales et Santé*, 2003, vol. 21, n° 1, p. 5-26 ; William H. Schneider, « War, Philanthropy, and the National Institute of Hygiene in France », *Minerva*, mars 2003, vol. 41, n° 1, p. 1-23 ; Paul-André Rosental, *L'intelligence démographique: sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, O. Jacob, 2003, 367 p ; Régis Boulat, « « Nous sommes aux bords d'un univers statistique quasiment

Leurs enquêtes acquièrent une dimension nationale¹ : menées à l'échelle du territoire tout entier, elles ont désormais vocation à représenter l'ensemble de la population par l'usage, dès le début des années 1950, de l'échantillon aléatoire et leurs résultats sont publiés de façon régulière². Leur intense activité et l'ampleur des dispositifs mis en œuvre, en particulier en matière d'enquêtes par budgets de familles, ont retenu toute l'attention des chercheurs. Le regain d'intérêt des instituts de recherche pour les enquêtes dites par budgets de famille, ou parfois « alimentation-budget » pour désigner un genre mixte³, se comprend dans un double contexte : d'abord la mesure des effets du rationnement, mais aussi celle de mesures sociales comme les allocations familiales, puis la mesure du développement économique et de la comptabilité nationale. Les premières enquêtes ont d'abord porté sur l'ensemble des dépenses, mais avec une attention accrue accordée à l'alimentation dans une période où les effets du rationnement se font encore sentir. La collaboration des trois principaux instituts publics permet ainsi de partager leur expertise propre : démographie, statistique, physiologie, mais aussi leurs ressources, en particulier le service d'enquête sur lequel l'Institut national d'hygiène s'appuie depuis la guerre⁴. Progressivement, la spécialisation de chaque institut conduit l'Institut national d'hygiène à se centrer sur les enquêtes sur la nutrition (mais aussi l'art ménager ou les représentations des aliments...) quand l'INSEE met en place des enquêtes permanentes, en particulier sur les budgets de famille ou la « consommation alimentaire ». Les recueils bibliographiques publiés par les acteurs de ces institutions permettent de prendre toute la mesure de l'expansion de ces sources⁵. De même, la journée organisée le 23 juin 1951 par le Centre National de Coordination des Études et recherches sur la nutrition et l'alimentation (CNERNA), - agence créée dans la France d'après-

inconnu » : le Crédoc et la quantification de la consommation (France, années 1950) », *Les Études Sociales*, août 2019, n° 169, n° 1, p. 153-175.

¹. Alain Desrosières, « Du travail à la consommation: l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la Société de statistique de Paris*, 2003, vol. 144, n° 1-2, p. 75-111.

². Jacques Desabie, « Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages » dans Joëlle Affichard (éd), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Economica / INSEE, 1987, vol. 2. Matériaux, p. 253-286.

³. C'est ainsi que les désignent Albert Bouche et Henri Desroche dans l'exhaustive recension qu'ils publient en 1953 : Albert Bouche et Henri Desroche, « Les enquêtes alimentaires en France. Aperçus bibliographiques et méthodologiques. », *Bulletin de l'Institut national d'hygiène*, 1953, vol. 8, n° 4, p. 705-757.

⁴. Thomas Depecker et Anne Lhuissier, « La reconfiguration des enquêtes et des normes alimentaires en France : le service nutrition de l'Institut national d'hygiène », *Sciences sociales et santé*, juin 2016, vol. 34, n° 2, p. 5-36.

⁵. Voir les recueils bibliographiques suivants : A. Bouche et H. Desroche, « Les enquêtes alimentaires en France. Aperçus bibliographiques et méthodologiques. », art cit. ; Yvonne Serville, « Les enquêtes alimentaires de 1953 à 1964 (Aperçu bibliographique) », *Bulletin de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale*, 1965, vol. 20, n° 3, p. 257-288 ; J. Desabie, « Les enquêtes sur les conditions de vie des ménages », art cit. Voir plus particulièrement l'annexe I « Enquêtes sur les budgets familiaux. Liste chronologique » et l'annexe II « Enquêtes spécialisées. Liste chronologique », p. 262-286.

guerre pour fédérer l'ensemble de la recherche nutritionnelle¹ - sur les enjeux liés aux consommations alimentaires et aux enquêtes, atteste la vitalité de cette question².

Ces institutions et l'ampleur des études qu'elles ont mises en œuvre ont fait passer au second plan les enquêtes menées dans le premier vingtième siècle, qui ne pouvaient se prévaloir de pareils moyens financiers et humains. Ces enquêtes et leurs concepteurs ont pourtant joué un rôle capital dans l'élaboration des outils matériels et conceptuels, sur lesquels se sont appuyés les instituts créés après-guerre. L'étude de la période de l'entre-deux-guerres se révèle cruciale de ce point de vue.

UN ENSEMBLE COHÉRENT D'ENQUÊTES SUR LES DÉPENSES OUVRIÈRES

Que peuvent bien avoir en commun des outils de collecte aussi différents - par leurs concepteurs, leurs formes et leurs visées - que le carnet utilisé par Maurice Halbwachs en 1907, le formulaire diffusé aux préfets par la Statistique générale de la France en 1913 puis 1920 ou le questionnaire des Enquêtes nationales de l'Alimentation menées en 1937 ? Tous trois, et d'autres encore, conçus et utilisés dans l'entre-deux-guerres, sont les instruments d'une mesure des dépenses d'alimentation, monétaires ou caloriques. Élaborés dans le cadre d'enquêtes de première main, ils se rejoignent par une seconde caractéristique commune : tous ont croisé, dans leur conception, leur mise en œuvre ou leur discussion, l'intervention du sociologue Maurice Halbwachs.

Les contributions de Maurice Halbwachs aux enquêtes par budgets de famille

Au point de départ de cette recherche, une note de bas de page : celle, légèrement erronée, dans laquelle Victor Karady mentionne la participation de Maurice Halbwachs au « Comité mixte sur l'alimentation des travailleurs de la Société des Nations » en 1937³. Cette année-là, Halbwachs siège en réalité à Genève dans deux comités : au « Comité d'experts pour l'alimentation des travailleurs » mis en place par le Bureau international du Travail (BIT) et au « Comité mixte pour le problème de l'alimentation » de la Société des Nations (SDN) où il représente le comité précédent. Le statut « d'expert » des enquêtes par budgets de famille au titre duquel il est sollicité par les institutions genevoises vient couronner trois décennies de travaux consacrés, entre autres, à la question des besoins et des dépenses des familles ouvrières. L'étude des

¹. T. Depecker, *La loi des Tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, op. cit., chapitre VII.

². CNRS/CNERNA (éd), *Les enquêtes de consommation en France*, Paris, Éditions du CNRS, 1952, 157 p. Sur la création du CNERNA, voir T. Depecker, *La Loi des tables. Quantification du besoin alimentaire et réforme des conduites de vie XIX^e-XX^e siècles*, op. cit.

³. Maurice Halbwachs, *Classes sociales et morphologie. Présentation de Victor Karady*, Paris, Éditions de Minuit, 1972, p. 17, note 7.

enquêtes par budgets de famille jalonne en effet toute la carrière du sociologue, depuis son arrivée à *L'Année Sociologique* dans les années 1905 jusqu'à sa disparition tragique en 1945. Sa bibliographie sur le sujet est conséquente (Annexe 1). Elle est composée de comptes rendus d'ouvrages, d'articles scientifiques, d'une thèse de lettres et de deux ouvrages, ces derniers ayant contribué à asseoir durablement sa légitimité, tant aux yeux de ses contemporains que de la sociologie récente, en matière d'analyse des classes sociales et de la statistique des consommations. Christian Baudelot et Roger Establet ont bien montré ce que la sociologie actuelle doit aux travaux du sociologue qui, en comparant « finement des groupes sociaux proches par leurs revenus mais distincts par leurs consommations [...] a pu inspirer la découverte d'une des dimensions essentielles de l'analyse des consommations : ce qu'on appelle aujourd'hui le capital culturel¹ ».

Toutefois, ces écrits savants ne suffisent à rendre compte ni de l'étendue ni de la nature des contributions de Halbwachs à l'analyse des budgets ouvriers. Ils se comprennent dans un ensemble de pratiques d'enquête et d'activité d'expertise (Tableau 1) qui tantôt leur font écho, tantôt les devancent ou les complètent : coordination et supervision d'enquêtes empiriques, recueil de données de première main, séjours d'étude et d'enseignement à l'étranger, conférences et participation à des commissions d'experts. Ces contributions confèrent aux écrits toute leur intelligibilité, en donnant à voir des pratiques savantes parfois étouffées dans une histoire intellectuelle, et en éclairant les « conversations »² dans lesquelles elles s'inscrivent³. Comme on l'a vu, les contributions du sociologue sur les budgets ouvriers - tout comme celles sur le logement - ne répondent pas uniquement à des impératifs académiques : « il s'agit d'objets reçus dont l'évidence s'est construite dans l'histoire longue du monde de la réforme sociale auquel Halbwachs participe par son insertion dans le socialisme normalien⁴. » En matière de réforme de l'alimentation ouvrière, le tournant du xx^e siècle est héritier d'un ensemble de

¹. Maurice Halbwachs, *Le destin de la classe ouvrière. Textes réunis et présentés par Christian Baudelot et Roger Establet*, Paris, Presses universitaires de France, 2011, p. xxxvi.

². J'emprunte cette expression à Christian Topalov, qui entend par là, entre autres choses « des interactions concrètes regardées sous l'angle des arguments échangés ». Et plus précisément lorsque ces conversations sont entretenues avec des interlocuteurs extérieurs au champ scientifique, ou à la lisière, « la conversation permet alors d'observer comment s'établit la relation entre les questions scientifiques et les questions débattues dans la société - ou une partie de celle-ci ». C. Topalov, *Histoires d'enquêtes*, *op. cit.*, p. 31 sq.

³. Les travaux menés sur le jeune durkheimien Robert Hertz sont à ce titre exemplaires, qu'il s'agisse de la reconstitution de ses pratiques de lecture ou de l'enquête empirique qu'il a menée à propos du culte de Saint Besse : Stéphane Baciocchi, « Livres et lectures de Robert Hertz » dans Centre d'études franco-provençales (éd), *Hertz. Un homme, un culte et la naissance de l'ethnologie alpine. Actes de la Conférence annuelle du CEFP, Cogné, 10 novembre 2012*, Aoste, Région Autonome Vallée d'Aoste, 2013, p. 19-44 ; Robert Hertz, *Sociologie religieuse et anthropologie : deux enquêtes de terrain, 1912-1915. Édition critique, présentation et exercices par Stéphane Baciocchi et Nicolas Mariot*, Paris, PUF, 2015, 398 p.

⁴. Christian Topalov, « « Expériences sociologiques » : les faits et les preuves dans les thèses de Maurice Halbwachs (1909-1913) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, 1999, n° 1, n° 1, p. 20.

réflexions et de dispositifs pratiques et réglementaires visant à faciliter l’approvisionnement domestique et les repas à l’usine¹.

¹. Voir notamment : Anne Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale: les consommations ouvrières dans le second XIX^e siècle*, *op. cit.* ; Anne Lhuissier, « Un dispositif pratique de gestion de la main d’œuvre, les cantines industrielles dans le second XIX^e siècle », *Consommations et Sociétés*, 2001, n° 2, p. 53-65 ; Stéphane Gacon (éd.), « L’alimentation au travail depuis le milieu du XIX^e siècle », *Le Mouvement Social*, juin 2014, vol. 247, p. 189 ; Thomas Bouchet, Stéphane Gacon et François Jarrige (éds), *La gamelle et l’outil : manger au travail en France et en Europe de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Nancy, Arbre bleu éditions, 2016, 367 p.

Tableau 1. Contributions de Maurice Halbwachs relatives aux budgets et aux dépenses des familles ouvrières

Intitulé	Date	Nature de la contribution	Institution/ Éditeur	Lieu
1900-1914				
<i>Leibniz</i>	1906	Publication d'un ouvrage	Delaplane	Paris
	1907-19013	Comptes rendus d'enquêtes et d'ouvrages	principalement <i>L'Année sociologique</i>	Paris
	Printemps 1907	Coordination d'une enquête de budget et collecte	pour le compte de Seebhom Rowntree	France
"Budgets de familles"	1908	Publication d'un article	Revue de Paris	Paris
<i>Les Expropriations et le prix des terrains à Paris</i>	1909	Publication de sa thèse de droit	Rieder-Cornély	Paris
<i>La Classe ouvrière et les niveaux de vie...</i>	1912	Publication d'un ouvrage	Alcan	Paris
<i>La Théorie de l'homme moyen</i>	1912	Publication de sa thèse complémentaire	Alcan	Paris
<i>La Classe ouvrière et les niveaux de vie...</i>	1913, 11 janvier	Soutenance de sa thèse de lettres	La Sorbonne	Paris
"Budgets de familles ouvrières et paysannes en France"	1914	Publication d'un article	<i>Bulletin de la SGF</i>	Paris
Décennie 1920				
Enquête sur les conditions de vie des ménages ouvriers en France	1921, janvier et mai	Coordination d'une enquête et publication	commission régionale du coût de la vie d'Alsace-Lorraine	Strasbourg
"Revenus et dépenses de ménages de travailleurs"	1921	Publication d'un article	<i>revue d'Économie politique</i>	Paris
<i>Le Calcul des probabilités à la portée de tous</i> (avec M. Fréchet)	1924	Publication d'un ouvrage	Dunod	Paris
<i>Les cadres sociaux de la mémoire</i>	1925	Publication d'un ouvrage	Alcan	Paris
<i>La Population et les tracés de voies à Paris depuis cent ans</i>	1928	Publication d'un ouvrage	PUF	Paris

Tableau 1. Contributions de Maurice Halbwachs relatives aux budgets et aux dépenses des familles ouvrières (suite)

Titre/Intitulé	Date	Nature de la contribution	Institution/ Éditeur	Lieu
Décennie 1930				
<i>Les Causes du suicide</i> (Paris, Alcan)	1930	Publication d'un ouvrage		
	1930, automne	Séjour d'enseignement et de recherche	Université de Chicago	Chicago
Les budgets de familles ouvrières aux États-Unis	1931, avril-juin	Publication d'un article	<i>Bulletin de la SGF</i>	Paris
Budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux États-Unis	1932, mars	Présentation orale	Institut français de sociologie	Paris
Budgets de familles ouvrières, en Allemagne et aux États-Unis	1933	Publication d'un article	<i>Bull. de l'Institut français de sociologie</i>	Paris
<i>L'Évolution des besoins dans les classes ouvrières</i>	1933	Publication d'un ouvrage	Alcan	Paris
Projet d'enquête sur le chômage et les budgets ouvriers	1935, 6 février	Présentation orale	IRSES	Paris
L'alimentation des travailleurs	1935, 2-5 décembre	Participation au Comité d'experts BIT, 1ère session	BIT	Genève
Enquête sur les dépenses des chômeurs	1935-1937	Supervision d'une enquête	IRSES	Paris
<i>Le Point de vue du nombre</i> (en collaboration)	1936	Publication dans <i>l'Encyclopédie</i>		Paris
Le problème de l'alimentation	1936, 10-16 février	Participation au Comité mixte SDN, 1ère session	OHSN	Genève
	1936, avril	Participation au Comité national de l'alimentation, 1ère réunion	CNA	Paris
<i>L'alimentation des travailleurs et la politique sociale</i>	1936, mai	Participation à la rédaction du rapport	BIT	Genève
Le problème de l'alimentation	1936, 4-7 juin	Participation au Comité mixte SDN	OHSN	Genève
	1936, septembre	Intervention sur les budgets	XXIII ^e Congrès Soc. Int. Stat	Athènes
L'alimentation des travailleurs	1937, 9-10 avril	Participation au Comité d'experts BIT, 2e session	BIT	Genève
<i>La Morphologie sociale</i>	1938	Publication d'un ouvrage	Armand Colin	Paris
	1938, 12-17 sept.	Participation au XXIV ^e Congrès Soc. Int. Stat.	Inst. int. de Stat.	Prague
	1938, 24-28 octobre	Participation au Comité national de l'alimentation, 2e réunion	CNA	Paris

Ces réflexions se déplacent au fur et à mesure de l'avancée dans le siècle en même temps qu'évoluent la morphologie de la classe ouvrière, ses conditions de vie et de travail, ainsi que les lieux et les outils d'observation du monde ouvrier. Les différentes contributions de Halbwachs sur les budgets ouvriers s'inscrivent dans un ensemble renouvelé de conversations sur les dépenses et les conditions de vie ouvrières qui prennent corps dans une série d'enquêtes empiriques. Celles-ci dessinent un espace cohérent et forment l'objet principal de ce mémoire

Enquêtes sur les dépenses d'alimentation

En remontant le fil des contributions de Halbwachs j'ai vu se dessiner progressivement un espace d'échanges, qui dépasse les frontières nationales, sur la connaissance des dépenses des familles ouvrières. Qu'il s'agisse d'élaborer un indice du coût de la vie, de déterminer une ration calorique ou d'identifier des groupes sociaux via leurs consommations, l'enjeu commun de connaissance qui anime les promoteurs des enquêtes empiriques sur les dépenses ouvrières porte sur la production de données de première main, les seules à même de rendre compte de la répartition réelle des dépenses, qu'elles soient monétaires ou caloriques.

Au premier rang se situent les deux enquêtes par budgets de famille que Halbwachs a lui-même coordonnées, l'une au printemps 1907, la seconde en janvier et mai 1921. La première (analysée au chapitre I) est commanditée par l'industriel et réformateur anglais Seebohm Rowntree (1871-1954), théoricien de la *poverty line*, dans l'objectif de déterminer les conditions de vie des ouvriers français, à l'instar de ce qu'il a réalisé pour la ville d'York, puis en Belgique¹. Pour ce faire, Halbwachs alors jeune normalien s'entoure d'une vingtaine d'enquêteurs issus des mondes académiques et socialistes. Lui-même dresse les budgets de huit familles parisiennes. Cette enquête initiale (voire initiatique), qui porte sur 54 « ménages ouvriers » et 33 « ménages ruraux », intervient à une étape cruciale de la formation intellectuelle et savante de l'apprenti sociologue. Il insiste sur l'intérêt de mener une enquête de première main, qui permet de façonner le raisonnement et les modes d'investigation. Elle l'autorise surtout à affirmer le caractère scientifique des budgets comme méthode statistique et d'en mettre à distance les usages philanthropiques. Fort de cette expérience d'enquête, il revendique et se forge une légitimité dans l'espace académique : la méthode scientifique qu'il promeut, affirme-t-il, se démarque des visées morales et conservatrices dont les budgets de famille ont fait jusque-là l'objet.

¹. Benjamin Seebohm Rowntree, *Poverty, a study of town life*, by B. Seebohm Rowntree, London, Macmillan, 1901 ; Benjamin Seebohm Rowntree, *Comment diminuer la misère. Études sur la Belgique*. Traduit par A. J. A. Hotermans, Paris, V. Giard et E. Brière, 1910.

En 1921, Halbwachs coordonne une seconde enquête (analysée dans le chapitre II) dans le cadre de la Commission régionale du coût de la vie d'Alsace-Lorraine, à la demande de son ami et mentor François Simiand, alors directeur du Travail à Strasbourg. Récemment nommé professeur à l'université de Strasbourg, Halbwachs s'empare de cette occasion renouvelée de recueil de données de première main pour alimenter son désaccord avec la Statistique générale de la France, à laquelle il reproche le mode d'élaboration de l'indice du coût de la vie mis en place avant-guerre. Las, le faible nombre de budgets recueillis en janvier puis en mai 1921 par les « enquêteurs adjoints » rend inaudible sa plaidoirie en faveur de la production de budgets « réels » à partir d'enquêtes par budgets de famille face à une administration statistique férue de grands nombres.

La Statistique générale de la France, dirigée jusqu'à la guerre par Lucien March, s'était pourtant lancée en 1913 dans le cadre de la Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation dans les familles ouvrières et paysannes - dite « Commission Chéron » -, dans une étude sur les conditions de vie qui comportait un volet sur les dépenses des familles¹ (analysée dans le chapitre II). Il s'agissait, entre autres, « d'étudier l'influence du régime alimentaire sur la dépense journalière et sur le rendement de l'ouvrier au travail² ». Coordonné à Paris par le polytechnicien et statisticien Dugé de Bernonville (1881-1962), ce volet est assuré sur place par des autorités locales, notamment des instituteurs. Au total, 3700 questionnaires portant sur des familles d'ouvriers, d'employés et d'ouvriers agricoles leur sont retournés, mais moins de la moitié sont exploités. Publiés pendant et dans l'immédiat après-guerre, les résultats ne laissent de traces marquantes ni au sein de l'administration statistique, ni dans la postérité de l'histoire des enquêtes par budgets de famille. Elle aura néanmoins eu le mérite de confronter les administrateurs statisticiens, soucieux de représentativité et d'échantillonnage³, aux difficultés d'un tirage aléatoire qu'ils ont échoué à mettre en œuvre. Halbwachs en revanche, certainement contrarié de n'avoir été convié à participer ni à la commission ni à l'enquête qui s'organise l'année même où il soutient sa thèse sur l'analyse secondaire des budgets ouvriers, ne se prive pas d'en faire la critique. La discussion n'achoppe pas sur les questions d'échantillonnage, qui ne le mobilisent guère, du moins pas dans les termes de la Statistique générale de la France, mais sur le

¹. La « Commission Chéron » est mise en place par le ministre du Travail Henry Chéron (1867-1936) par le décret du 17 mai 1913.

². Archives nationales, F/22/526, Commission d'études relatives à la physiologie du travail professionnel, aux conditions de l'existence, aux aptitudes professionnelles et à leur formation, dans les familles ouvrières et paysannes / Sous-commission des statistiques et enquêtes/ Séance du 28 juin 1913, f. 7.

³. A. Desrosières, « The part in relation to the whole: how to generalise? The prehistory of representative sampling », art cit ; Alain Desrosières, « Du travail à la consommation: l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », *Journal de la Société de statistique de Paris*, 2003, vol. 144, n° 1-2, p. 75-111.

contenu même du questionnaire utilisé. N'y sont prises en compte ni les dépenses d'habillement ni celles de mobilier, ce qui fausse la répartition des dépenses et la signification des résultats d'ensemble¹.

Le débat qui oppose Halbwachs, soucieux de l'outil de collecte, à l'administration statistique, attentive à la taille et à la composition de l'échantillon, se rejoue une quinzaine d'années plus tard à l'hiver 1935. Crédité d'un nouvel ensemble de publications sur les budgets ouvriers depuis son retour de Chicago fin 1930 où il a pris connaissance de nouvelles enquêtes en la matière, Halbwachs est invité par le conseil d'administration de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (ISRES)² à donner une conférence pour y présenter sa conception des enquêtes par budgets de famille. Il se heurte une nouvelle fois au scepticisme de la Statistique générale de la France, dont le directeur Michel Huber, lui oppose, entre autres, la question de la taille critique de l'échantillon et de la difficulté à recruter des familles. En dépit de ces réticences, le projet de mener un volet sur les budgets de familles dans le cadre d'une enquête plus générale sur le chômage emporte la conviction du conseil d'administration de l'ISRES (analysée dans le chapitre III). Son organisation en est confiée à l'inspectrice du Travail Gabrielle Letellier, déléguée française aux Conférences du Travail entre 1919 et 1934, où elle a eu maintes occasions d'assister aux débats sur les enquêtes par budgets³. Letellier s'appuie sur un vaste réseau d'assistantes sociales et d'infirmières visiteuses à Paris, Lyon et Mulhouse qui enquêtent auprès de 265 familles entre 1935 et 1937. La guerre interrompt le processus de publication des résultats. À leur parution en 1948⁴, ils revêtent d'autant moins d'enjeux que de nouvelles enquêtes par budgets de famille sont menées conjointement par l'Institut national des études démographiques, l'Institut national des études économiques et statistiques et l'Institut national d'hygiène, sur des questions qui portent davantage sur l'actualité socio-économique de l'après-guerre.

¹. Maurice Halbwachs, « Revenus et dépenses de ménages de travailleurs. Une enquête officielle d'avant-guerre », *Revue d'économie politique*, février 1921, vol. 35, n° 1, p. 50-59.

². L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales est officiellement créé en 1933 par une subvention de la Fondation Rockefeller dans le but de favoriser et coordonner les recherches en sciences sociales. L'institut, indépendant de l'université, a pour vocation de mener des recherches quantitatives et empiriques sur la vie économique et sociale contemporaine et à constituer un fonds d'archives économiques. Brigitte Mazon, « La Fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940 », *Revue française de sociologie*, avril 1985, vol. 26, n° 2, p. 311-342. ; Ludovic Tournès, *Sciences de l'homme et politique : les fondations philanthropiques américaines en France au xx^e siècle*, Paris, Classiques Garnier, 2013, p. 223 sq.

³. Elle est déléguée du gouvernement français – conseiller technique – aux Conférences de 1919, 1921, 1923, 1925 puis tous les ans entre 1927 et 1934. La Conférence internationale du travail se réunit annuellement pour définir les grandes orientations de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Elle rassemble les délégués des gouvernements, des travailleurs et des employeurs des États membres de l'OIT.

⁴. Gabrielle Letellier, *Dépenses des chômeurs et valeur énergétique de leur alimentation d'après les budgets de 265 familles. Avant-propos de Charles Rist*, Paris, Sirey, 1949, vol. III, xx-239 p.

La Statistique générale de la France ne mettra pas d'enquête en chantier dans les années 1930, en dépit de ces différentes tentatives et des discussions auxquelles ses membres participent au sein des institutions internationales qui, tel le Bureau international du Travail et la Société des Nations, encouragent les administrations statistiques nationales à entreprendre des enquêtes par budget.

Se joue au sein des deux comités une lutte de définition et de prérogative relative à la place accordée aux « travailleurs » et à la mesure des niveaux de vie en lien avec l'alimentation. Halbwachs est un témoin direct de la concurrence que se livrent ces institutions genevoises sur la question de l'alimentation, puisqu'il participe aux deux commissions dans lesquelles se joue ce rapport de force. À ce titre, en soutenant, de concert avec ses collègues de la commission du BIT face à la SDN, que seule une augmentation des salaires permettrait d'améliorer le régime alimentaire des ouvriers, il semble presque en contradiction avec une autre conclusion qu'il formule dans son ouvrage de 1933 selon laquelle l'augmentation des salaires permet aux ouvriers d'étendre leurs dépenses diverses et non plus d'alimentation. En fait, loin d'être contradictoires ou opportunistes, ces conclusions s'adressent à des publics différents et s'appuient, chacune, sur des résultats d'enquête. Au faîte de sa légitimité sur la question des budgets, dont l'ouvrage de 1933 ne laisse pas de doute sur sa connaissance étendue du domaine international, cette position ambivalente exprime un rapprochement plus récent de Halbwachs avec la Statistique générale de la France, autour de sa collaboration au projet de *l'Encyclopédie française*. Tout laisse penser que la source de légitimité qu'il tire des débats et finalement de sa collaboration avec les statisticiens de la SGF (dont il se verra proposer la vice-présidence du conseil d'administration en 1936¹), le conduit à infléchir ses positions initiales quant aux méthodes d'enquêtes. S'il se laisse convaincre de l'intérêt des enquêtes extensives qu'il fustigeait tant au moment où lui-même se prévalait d'enquêtes par budgets, il va jusqu'à prendre ses distances avec le travail de Frédéric Le Play et son collectif d'enquêteurs, dont il n'a cessé jusque-là de se revendiquer. Loin de les critiquer, il établit néanmoins une distinction nette entre sa définition de la statistique en sociologie comme « ensemble de chiffres qui se rapportent à un groupe d'hommes ou de faits humains », qui se distingue de ce point de vue « de la monographie, qui est l'étude détaillée d'un cas isolé (telles les monographies de familles recueillies par Le collectif des *Ouvriers de deux mondes*) ; on n'est assuré qu'un cas individuel est typique qu'après une revue statistique au moins rudimentaire de tous les cas² ». En comparant statistique et monographie, il reproduit les écueils d'un débat à

¹. IMEC, HBW2. B2-03.2. Maurice Halbwachs. Papiers académiques. Courrier de Michel Huber du 30 novembre 1936.

². Maurice Halbwachs, « La statistique et les sciences sociales en France » dans Josef Cada (éd.), *La France d'aujourd'hui. Livre de lectures à l'usage de l'École des Hautes Études Commerciales de Prague, Praha*,

l'œuvre au tournant du xx^e siècle qu'il avait lui-même évités en se plaçant sur le terrain de la comparaison des méthodes d'enquêtes entre enquêtes de type monographique et enquêtes intensives.

En France, la politique active du Front populaire en matière de financement de la recherche va bénéficier à une vaste enquête physiologique sur les consommations alimentaires, dont l'histoire complexe est racontée dans les chapitres IV et V de ce mémoire. Retenons qu'elle est le fruit de l'action combinée des travaux conduits à Genève par l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations sur la nutrition depuis le début des années 1930, et à Paris par la Société scientifique d'hygiène alimentaire¹. Deux membres éminents de cette dernière (respectivement son président et son futur président - à partir de 1937) mettent à profit leur participation aux commissions genevoises pour œuvrer en faveur de la création d'instituts nationaux de l'alimentation, qui auraient entre autres missions de mettre en œuvre des enquêtes nutritionnelles afin de confronter les régimes alimentaires nationaux aux standards nutritionnels que l'Organisation d'hygiène de la Société des Nations se met à diffuser. Bien qu'il ne partage pas les approches nutritionnelles et médicales, qu'il juge par trop « normatives », Halbwachs participe aux réunions de coordination du Comité national de l'alimentation français - officiellement créé par décret en février 1936 - et assiste, impuissant, à l'élaboration d'un vaste projet d'enquête physiologique sur les dépenses caloriques. La physiologiste Lucie Randoïn met sur pied un important service de collecte et d'analyse de données de consommation alimentaire avec l'objectif de calculer des rations caloriques et leur composition. Elle rassemble pour cela une équipe d'une cinquantaine de personnes, pour l'essentiel des femmes salariées et exclusivement dédiées aux opérations d'enquête telles que la collecte, la saisie et les calculs. Ce dispositif de recueil de renseignements et de données directement auprès des familles est novateur en France pour une discipline davantage rompue au travail en laboratoire. Il sera pérennisé après-guerre par l'Institut national d'hygiène (INH) qui va l'utiliser comme plateforme de collecte pour ses propres enquêtes alimentaires. Mais comme l'enquête de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales, les résultats sont publiés après-guerre et perdent d'autant leur enjeu qu'ils montrent, en gros, que la population d'avant-guerre était correctement nourrie d'un point de vue calorique.

Cet espace des enquêtes (Tableau 2) sur les dépenses ouvrières s'est progressivement dessiné en suivant le fil des conversations et des activités de Halbwachs. Non sans angle mort : d'autres enquêtes contemporaines menées dans des espaces peu sécants s'en trouvent exclues.

Spolek posluchacu komerčního inženýrství, 1931, p. 272- 286. Reproduit dans M. Halbwachs et al., *Le point de vue du nombre (1936), op. cit.*, p. 372.

¹. Fondée en 1904, la Société rassemble médecins, biologistes et hygiénistes travaillant sur l'alimentation humaine.

Tel est le cas par exemple du volet français de l'enquête réalisée par le Board of Trade en 1905 et 1907-1908 ou de celle des médecins Labbé et Landouzy menée en 1905¹. Toutes deux sont utilisées dès 1910 par la Statistique générale de la France comme base des budgets « types » dans l'élaboration de l'indice du coût de la vie. Halbwachs connaît ces enquêtes comme sources de données, mais il n'entre pas en conversation avec leurs promoteurs dont les positions, extérieures au champ académique (des sciences sociales) ou de la statistique administrative française, ne sont pas source d'enjeux. L'exemple des années 1930, marquées par le renforcement de l'organisation et du financement public de la recherche scientifique, est encore plus frappant. L'enquête de physiologie est concomitante de deux autres enquêtes collectives portant sur les consommations alimentaires : l'enquête des folkloristes sur « l'alimentation populaire quotidienne » (1935-1939) et celle de la Commission d'Enquête dans les Territoires d'outre-mer (1937-38). Les trois enquêtes sont financées sur le même budget de la Caisse nationale de la recherche scientifique². Mais elles demeurent étanches les unes aux autres en dépit des injonctions du contrôleur financier de la Caisse, qui, soucieux des deniers publics, voit un « double emploi » dans la conduite en parallèle de l'enquête des folkloristes et de celle des physiologistes³. Si chacune dans son domaine expérimente des pratiques d'enquête innovantes, elles se distinguent par les populations enquêtées et les préoccupations de leurs commanditaires : dépenses des chômeurs, alimentation quotidienne des populations rurales et ration alimentaire des populations d'Afrique occidentale française⁴. Leurs promoteurs ne se connaissent pas et poursuivent des buts différents. Ils ne sont

¹. Board of Trade et Arthur Wilson Fox, *Cost of living in French towns: report of an enquiry by the Board of trade into working class rents, housing and retail prices, together with the rates of wages in certain occupations in the principal industrial towns of France.*, London, H.M.S.O., 1909 ; Louis Landouzy, Marcel Labbé et Henri Labbé, *Hygiène sociale. Enquête sur l'alimentation d'une centaine d'ouvriers et d'employés parisiens, ce qu'elle est : irraisonnée, insuffisante, insalubre, dispendieuse ; ce qu'elle pourrait être : rationnelle, suffisante, salubre, économique ; enquête présentée à la IVe section du Congrès international de la tuberculose (2-7 octobre 1905)*, Paris, Masson, 1905, 71 p.

². Créée par décret -loi du 30 octobre 1935, de la fusion entre l'ancienne Caisse des recherches et la jeune Caisse des sciences.

³. Il conclut ainsi son courrier du 22 novembre 1937 à l'administrateur de la CNRS : « Ce double emploi est d'autant plus surprenant à première vue que les deux enquêtes paraissent suivre les directives des mêmes personnalités scientifiques. En portant ces faits à votre connaissance, je me permets de vous demander de m'indiquer si une coordination des deux séries de recherches pourrait être pratiquement réalisée dans le but d'en améliorer les résultats et d'en réduire les dépenses ». AN, F/17/17474.

⁴. Comme le montrent Bertrand Müller et Florence Weber, l'enquête des folkloristes sur l'alimentation populaire rompt avec les préoccupations habituelles des folkloristes : « Rupture quant à l'objet, d'abord : c'est le quotidien et le contemporain qui intéressent les concepteurs de l'enquête (probablement Maget et Febvre), et non plus les menus de fête prisés par les folkloristes, ni les survivances. [...] Rupture aussi quant à la méthode : le « questionnaire » se présente sous la forme de quatre pages serrées de commentaires, intitulées « aide-mémoire », véritable guide de recherche voire guide d'entretien, précédant une page de questionnaire au sens moderne du terme, questions précises séparées par des espaces libres pour noter les réponses, intitulé « questionnaire complémentaire concernant l'emploi des graisses dans la cuisine ». Bertrand Müller et Florence Weber, « Réseaux de correspondants et missions folkloriques. Le travail d'enquête en France, vers 1930. », *Gradhiva*, 2003, vol. 33, p. 51.

pas conduits à discuter ensemble en dehors de l'injonction, restée lettre morte, de la direction de la Caisse nationale de la recherche scientifique.

Structuré autour des activités de recherche et d'expertise de Maurice Halbwachs relatives aux enquêtes par budgets de famille, ce mémoire laisse nécessairement en arrière-plan les travaux que le sociologue a lui-même négligés sinon ignorés. De ce point de vue, notre perspective est résolument située : elle épouse, au plus proche, celle d'un acteur et témoin privilégié de l'entrelacement des enjeux et des institutions à l'œuvre dans la question des niveaux de vie ouvriers dans la première moitié du xx^e siècle.

En ce qui concerne l'alimentation en AOF, Vincent Bonnacase montre que, jusque dans les années 1930, l'alimentation indigène en Afrique Occidentale française est essentiellement appréhendée à partir d'indicateurs productifs. En février 1938, un questionnaire sur l'alimentation est envoyé dans l'ensemble des colonies françaises par la commission parlementaire instituée en janvier 1937 par le gouvernement du Front populaire pour enquêter sur « les besoins et les aspirations légitimes des populations habitant les colonies ». Ce questionnaire invite les administrateurs à créer un savoir nutritionnel nouveau sur les colonies. Outre l'information habituelle sur la production vivrière dans chaque cercle, les chefs de circonscription doivent fournir une étude détaillée de la ration alimentaire de quatre ou cinq familles parmi lesquelles au moins une « famille riche », une « famille aisée » et une « famille pauvre ». Vincent Bonnacase, « Avoir faim en Afrique occidentale française : investigations et représentations coloniales (1920-1960) », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, avril 2010, n° 21, p. 151-174.

Tableau 2. Récapitulatif des enquêtes étudiées

Enquête	Enquête sur les conditions de vie des ouvriers	Enquête sur les conditions d'existence des familles ouvrières et paysannes	Enquête sur les dépenses ménagères	Enquête sur les dépenses des chômeurs	Enquêtes nationales sur l'alimentation
Commanditaire	Seebhom Rowntree	Ministère de Travail / Commission Chéron	Office de statistique d'Alsace Lorraine	Institut scientifique de recherches économiques (ISRES) et sociales	Comité national de l'alimentation (CNA)
Nature du financement	Fonds privés	Fonds publics	Fonds publics	Fonds privés	Fonds publics
Coordinateur/trice	Maurice Halbwachs	Dugé de Bernonville pour la Statistique générale de la France (SGF)	Maurice Halbwachs	Gabrielle Ietellier	Lucie Randoïn
Lieux	23 départements	57 départements	3 départements	Paris, Lyon, Mulhouse	24 départements
Dates de collecte	printemps 1907	principalement 1914	hiver 1920-21	oct. 1935-1937	1937-38
Outils de collecte des dépenses	"carnet"	Tableau de dépenses	"livret"	"questionnaire relatif aux budgets familiaux"	"questionnaire des enquêtes familiales" composé de "feuilles de consommation"
Outils complémentaires	"notice"	"questionnaire pour une famille"		Questionnaire sur la famille	Questionnaire sur la famille
Durée du recueil des dépenses	4 fois 1 semaine	1 semaine	4 fois 1 semaine	1 semaine /trimestre sur 4 trimestres	4 fois 1 semaine
Nombre d'enquêteurs-euses	une vingtaine issus des mondes académique et socialiste	près de 3000 "observateurs locaux"	non renseigné	94 infirmières visiteuses/ + assistantes sociales et membres sociétés charitables	une quinzaine infirmières / surintendantes / assistantes sociales salariées
Périmètre	ouvriers urbains et ruraux	ouvriers urbains et ruraux, employés	ouvriers urbains	chômeurs et travailleurs intermittents ou complets	ouvriers et employés de milieux urbains, ruraux et industriels
Nombre de familles	environ 80	3700	44	265	230
Dates des principales publications	(1908) (1912); 1914; 1921; 1939	1917; 1919	avril-mai 1921	1948	1952

Des temporalités imbriquées

L'espace des enquêtes empiriques que l'on a esquissé ici, s'il est cohérent, n'en est pas moins difficile à aborder. Leur restitution à travers un récit chronologique et linéaire ne doit pas faire écran à leurs temporalités propres, qui parfois s'entrecroisent mais sont occultées, en particulier par le rythme disjoint de la diffusion des résultats. Ce sont ces temporalités imbriquées qu'il convient de dégager pour comprendre ce que les enquêtes questionnent et ce à quoi elles répondent. On observe par exemple une série de décalages entre les terrains d'enquête et la publication des résultats, ou entre les outils utilisés et les questionnements auxquels ils sont censés répondre : sont-ils susceptibles d'enregistrer en temps réel les modifications en cours dans les pratiques de consommation, ou bien appuyés sur des outils obsolètes, ne sont-ils pas inadaptés à répondre aux questions que se posent leurs concepteurs ? Le cas le plus frappant de cette imbrication des temporalités concerne les écarts entre les dates de réalisation des enquêtes et celles de la publication des résultats qui en sont issus (Tableau 2).

L'enquête menée par Halbwachs en 1907 est de ce point de vue exemplaire. Les tout premiers résultats publiés en 1908 donnent davantage à voir le volet monographique de l'enquête que son volet statistique¹. Ils seront repris et complétés dans l'ouvrage de 1912². En revanche l'article qu'il publie en 1914 est entièrement dédié à l'exposé des résultats chiffrés, alors même qu'ils n'apportent rien aux conclusions de son ouvrage de 1912 - dont ils sont en grande partie repris - en matière de connaissance des classes sociales et de répartition des dépenses. Les enjeux de l'article de 1914 ne se situent plus dans cette discussion académique à laquelle se livrait Halbwachs en 1912³. Ils sont à présent tournés vers la conversation entamée avec les administrateurs de la Statistique générale de la France. Cet article se comprend comme une double réponse du sociologue à leurs travaux, et plus particulièrement à ceux de Dugé de Bernonville sur la question des budgets : sa publication en octobre 1914 dans le *Bulletin de la Statistique générale de la France* fait suite à celle, en avril de la même année, d'une étude publiée par Dugé et intitulée « Budgets de familles en divers pays ». La démarche est similaire à celle entreprise par Halbwachs dans l'annexe 1 de *La Classe ouvrière*. Il s'agit d'une présentation d'un ensemble d'enquêtes dites par budgets de famille, françaises et étrangères, classées selon le mode de collecte des budgets, suivie d'une analyse secondaire de leurs principaux résultats. Pourtant, Dugé n'y mentionne pas l'annexe 1 du livre de Halbwachs paru deux ans plus tôt, pas

¹. Maurice Halbwachs, « Budgets de familles », *La Revue de Paris*, 1908, vol. 4, p. 534-562.

². M. Halbwachs, *La classe ouvrière et les niveaux de vie*, *op. cit.*

³. Christian Topalov, « Maurice Halbwachs et les villes (1908-1912). Une enquête d'histoire sociale des sciences sociales », *Annales*, 1997, vol. 52, n° 5, p. 1057-1083.

plus que l'enquête de 1907. La publication de l'article de Halbwachs sous le titre « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907¹ » qui ne va pas sans faire écho à celui de Dugé, constitue ainsi une double réponse de la part du sociologue aux travaux menés par Dugé dans le cadre de la commission Chéron d'une part et de la statistique administrative de l'autre.

À l'inverse, les résultats des enquêtes menées au milieu des années 1930 par l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et le Comité national de l'alimentation, interrompues par la guerre, ne sont plus d'aucune actualité lors de leur publication très tardive, respectivement en 1948 et 1952, soit treize et quinze ans après que les données furent collectées. Les interrogations en matière de pouvoir d'achat et de nutrition se sont modifiées et la publication de résultats d'enquêtes empiriques menées avant-guerre offre peu de prise à la compréhension de la situation nouvelle d'après-guerre, sauf à confirmer, par exemple, les effets du rationnement en comparaison avec l'état nutritionnel du milieu des années 1930. C'est ce que fait l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales dans un « chapitre additionnel » du rapport rédigé par Madame Fauvel, de l'Institut national d'études démographiques, et dans lequel elle confirme l'infériorité de la composition nutritionnelle des rations des travailleurs enquêtés en 1946 - encore sous le coup du rationnement - par rapport aux travailleurs mais aussi aux chômeurs enquêtés dix ans auparavant.

Outre ces enjeux décalés qu'il faut garder en tête pour comprendre les contextes des publications, les enquêtes enregistrent d'autres décalages, par exemple entre les outils utilisés par leurs promoteurs et la réalité des pratiques d'achat et de consommation qu'ils entendent recueillir. Comme le montre Desrosières pour les nomenclatures socio-professionnelles, on observe des « écarts entre la réalité d'une époque et les représentations sociales de cette même époque, décalées ou lacunaires. Représentations décalées car elles mettent très longtemps à intégrer des réalités sociales nouvelles² ». Tel est le cas des nomenclatures d'aliments utilisées dans les questionnaires de la Statistique générale de la France, dont les modifications sont limitées par la nécessité de conserver une continuité pour la comparaison dans le temps. Ainsi, à la suite d'enquêtes par budgets menées dans le cadre de commissions régionales du coût de la vie, Halbwachs pour l'Alsace-Lorraine et Antonelli pour le Rhône suggèrent à l'administration statistique d'intégrer des aliments qui sont définitivement entrés dans les consommations ouvrières, et d'élargir ainsi la liste qu'elle utilise fondée en partie sur des données budgétaires du siècle précédent. Il faut pourtant attendre 1930 pour que la Statistique générale de la France

¹. M. Halbwachs, « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France, en 1907 », *Bulletin de la statistique générale de la France* 4, n° 1, octobre 1914, p. 47-83.

². Alain Desrosières, « Eléments pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles » dans Joëlle Affichard (éd), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Economica / INSEE, 1987, vol. 1. Contributions, p. 164.

modifie la liste, sous l'impulsion d'un mouvement international d'harmonisation des nomenclatures.

Enfin, le récit linéaire et la continuité entre enquêtes ne doit pas faire oublier le temps long dans lequel les acteurs inscrivent leur action. L'enquête du Comité national de l'alimentation de 1937 ne procède pas uniquement d'une opportunité de financement par la Caisse nationale de la recherche scientifique. Elle correspond à un projet formulé dès la création de la Société scientifique d'hygiène alimentaire en 1904 qui n'avait jamais été mis en œuvre. Les archives montrent la détermination de Jules Alquier, présent sur toute la période considérée, et à qui revient un rôle déterminant dans l'aboutissement du projet. Cette détermination fait écho à la « ténacité » de Halbwachs en faveur de la mise en œuvre d'enquêtes par budgets, soulignée encore après-guerre par des collaborateurs de Chombart de Lauwe: « Au début du xx^e siècle, tandis que l'école de Le Play poursuit son chemin régulier et un peu routinier jusqu'à la guerre de 1914, les enquêtes françaises sur les budgets familiaux accusent sur l'étranger un retard que les efforts tenaces de M. Halbwachs parviennent difficilement à combler¹. » Pour comprendre l'inscription sociale de ces enquêtes il est donc nécessaire de les considérer dans une double dimension temporelle : celle de leur organisation concrète, et celle de leur gestation. Elles n'acquiescent en revanche leur intelligibilité que par un travail méthodique de reconstitution des pratiques d'enquête dans une optique synchronique pour leur redonner leur cohérence propre. Ce travail est d'autant plus salutaire que, sous l'apparence d'un langage commun de l'enquête, elles diffèrent par leurs visées et leurs méthodes.

UNE ETHNOGRAPHIE HISTORIQUE DES PRATIQUES D'ENQUÊTES

Les promoteurs de ces enquêtes empiriques partagent l'ambition de collecter des informations de première main. Le recueil « direct » des dépenses, monétaires ou caloriques, s'impose face à la spécificité de l'objet : la nature quotidienne des dépenses d'alimentation ou de l'ingestion de nourriture rend d'autres modes de relevé nécessairement inexacts. Cette intention commune prend toutefois des formes distinctes d'un dispositif à l'autre. Enquêter de première main auprès de familles ne va pas sans difficultés, parmi lesquelles leur disponibilité, leur souhait et leur capacité à répondre. L'étendue du travail de collecte et son contenu diffèrent aussi selon les objectifs : à l'approche de type monographique attentive à restituer les trajectoires et horizons des familles s'oppose une approche quantitative dont le traitement des variables se rapprocherait d'une finalité normative. Pour restituer et comprendre ces différences, il convient d'aller au plus

¹. A. Bouche et H. Desroche, « Les enquêtes alimentaires en France. Aperçus bibliographiques et méthodologiques. », art cit., p. 710-711.

près de la façon dont les enquêtes ont été faites. L'un des principaux enjeux de ce mémoire réside en effet dans la documentation et la description de ces pratiques d'enquêtes. Du matériau récolté à la mise en forme des résultats se déroule une série d'opérations qui peuvent conduire à transformer, y compris l'intention ou les questionnements initiaux. Mais comment retracer, pour chacune d'elle, le chemin parcouru ?

Les sources : faire feu de tout bois

Pour aborder le travail de terrain dans les archives¹, j'ai adopté une démarche que l'on peut qualifier d'ethnographie historique visant à restituer les façons d'agir et de penser des différents acteurs des enquêtes empiriques étudiées. Pour cela, les sources que j'ai utilisées ne se sont pas présentées sous une côte précise dans un fonds d'archive, bien au contraire. L'analyse procède par recoupements multiples de documents patiemment récoltés en de nombreux fonds publics et privés, d'institutions et d'individus, en France mais aussi en Suisse et en Angleterre. Ces archives, que je présente plus systématiquement en début de chaque chapitre, se singularisent par leur diversité et leur hétérogénéité. Pour en tirer parti, il a fallu procéder à plusieurs opérations, notamment les identifier ou les inventer, et les décrypter².

Mêlant de riches fonds d'institutions bien inventoriés et roboratifs à de micro-sources souvent ténues et très éparpillées, la multiplicité des documents que j'ai utilisés forme autant de facettes d'un même objet, qui confrontées les unes aux autres finissent par rendre aux enquêtes toute leur consistance. Les documents se partagent entre des archives privées et des archives d'institutions publiques, en particulier liées au travail et à sa réglementation (ministère du Travail, Office du Travail, Bureau international du Travail...). Les documents d'archives renseignent les différentes opérations d'enquête. Depuis leur amont, comme par exemple les procès-verbaux de commissions ou de conseil d'administration. En consignait des prises de paroles, ils permettent de voir s'élaborer une enquête sans les filtres habituels des documents écrits qui en reconstruisent la cohérence a posteriori. À l'autre bout de la chaîne, les notes d'observation d'un collaborateur à l'enquête de Halbwachs en 1907, prises dans le déroulement ordinaire de la consignation des événements et des pensées quotidiennes d'un carnet personnel, donnent des éléments de compréhension sur l'inscription sociale de sa participation marginale dans une

¹. Pour une réflexion sur la combinaison des approches ethnographiques et historiques à propos de l'étude du travail, voir par exemple Anne-Marie Arborio, Yves Cohen et Pierre Fournier (éds), *Observer le travail: histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, France, La Découverte, 2008, 351 p.

². On s'inspire ici de la suggestion de Catherine Omnès, « Les historiens et la tentation ethnographique » dans Anne-Marie Arborio et al. (éds), *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte, 2008, p. 284.

trajectoire individuelle et collective¹. Entre les deux bouts de la chaîne, un ensemble de documents plus ou moins disparates ou similaires laissent suivre quasi-quotidiennement la mise en place des différentes opérations de collecte, du choix des enquêteurs et des familles enquêtées, bref, la routine et les vicissitudes d'une enquête collective.

Croisées et complétées, ces sources ont également permis d'élaborer de nouveaux matériaux disponibles pour l'interprétation. Les dossiers de recrutement du personnel payé par la Caisse nationale de la recherche scientifique pour l'enquête de physiologie menée par le CNA ont fourni la base de la constitution d'un corpus prosopographique à l'aide de nombreuses sources biographiques ; elles ont aussi permis de retrouver des descendants du personnel de l'enquête avec qui j'ai pu mener des entretiens et récupérer du matériel photographique. J'ai élaboré d'autres corpus, en reconstituant par exemple les outils de collecte utilisés dans chacune des enquêtes empiriques (carnet, livret, questionnaire, formulaire etc.), ou un ensemble de nomenclatures (ouvrières, alimentaires), dont l'efficacité heuristique n'est plus à prouver².

Parfois, la connaissance fine des archives ou au contraire leur absence, m'a conduite à reconsidérer les imprimés avec attention. J'y ai repéré des traces matérielles des enquêtes telles que des menus, des listes de familles enquêtées ou encore des propos rapportés, auxquels j'aurais, à coup sûr, été moins attentive sans avoir cette connaissance intime des conditions de l'enquête elle-même. Ces traces nous font toucher au plus près des façons de faire, des intentions, dont certaines se perdent en cours de route, à mesure que les publications répondent à des enjeux et des interlocuteurs qui se modifient. La publication des menus donne à voir des goûts et des organisations temporelles des familles, là où des propos rapportés, tantôt des familles, tantôt des enquêteurs, sur les boissons ou les niveaux de vie, confrontent présentations de soi et représentations de l'autre. Enfin, j'ai parfois considéré les tableaux de résultats tels qu'ils ont été publiés comme du matériel à analyser, en particulier lorsqu'il était possible de les comparer aux données initiales : cela a permis de reconstituer ce qui est délibérément donné à voir, ce qui est laissé de côté ou recatégorisé. Ce sont tous ces interstices dans lesquels se glissent des traces matérielles des opérations d'enquête que j'ai rassemblés et analysés avec minutie.

Ainsi, l'inégale disponibilité des sources se trouve palliée par la démarche qui a consisté à identifier, à inventer et à décrypter les documents. L'analyse d'une enquête s'enrichit des sources d'une autre qui permet de réinterroger, en retour, ou par comparaison, les conditions de

¹. L'hétérogénéité des sources rendant plus ardu tout exercice de présentation générale, les fonds eux-mêmes seront présentés plus en détail en introduction de chacun des chapitres.

². Je l'ai moi-même déjà mise à l'épreuve à deux reprises concernant l'alimentation : Anne Lhuissier, « Cuts and Classification: The Use of Nomenclatures as A Tool for the Reform of the Meat Trade in France, 1850-1880 », *Food and foodways*, 2002, vol. 10, n° 4, p. 183-208 ; Anne Lhuissier, « Anything to declare? Questionnaires and what they tell us. A comparison of 'eating out' in national food surveys in France and Britain (1940-2010) », *Anthropology of food*, novembre 2014, n° S10.

réalisation de l'ensemble. La diversité des sources a surtout rendu possible mon ambition initiale de mener une description détaillée et si possible, systématique et symétrique d'une enquête à l'autre, des opérations et de la division du travail d'enquête.

La division du travail et des opérations d'enquête

Comment se remémorer a posteriori ces petites dépenses journalières, ainsi que les quantités et les poids afférents ? La nature quotidienne et récurrente des dépenses d'alimentation les différencie ainsi du paiement du loyer, qui s'effectue à un rythme régulier, hebdomadaire ou mensuel. Pour les consigner, aucune démarche systématique ne peut être mise en œuvre, à l'image de Rowntree qui profitait de ses entrées auprès du patronat local de York pour relever les salaires des ouvriers à l'échelle de l'ensemble de la ville. Les promoteurs des enquêtes, qu'ils agissent à des fins privées ou publiques, recourent ainsi à une division du travail qui sépare les opérations de conception, de coordination, d'analyse et de publication, relativement centralisées dont ils prennent la charge, aux opérations de collecte, qu'ils confient à des enquêteurs ou enquêteuses. Ce modèle de division du travail se distingue par exemple de celui adopté par Le Play, dont les monographies étaient signées par les enquêteurs ; elles se rapprochent davantage des caractéristiques des enquêtes collectives en sciences sociales des années 1930¹. Cependant, ce schéma se distend lorsque l'on considère la hiérarchie dans la division du travail selon le degré et la nature de la relation de subordination qui lie concepteurs et enquêteurs. Ces différences se reportent à la fois sur la relation des enquêteurs à l'enquête, sur le choix des familles enquêtées et sur le type de relation d'enquête. L'attention portée à ces formes de relation de subordination révèle en particulier des collectifs d'enquête cohérents rassemblés autour de projets distincts. Elle permet de donner davantage d'épaisseur à cette notion même de collectif, dont Rosental soulignait la « plasticité des conceptions et des pratiques de l'enquête² ». De ce point de vue, la description des formes que prend le caractère collectif des enquêtes revêt une efficacité heuristique dès lors qu'on en détaille la division du travail. Les canaux par lesquels enquêteurs et enquêtés sont sollicités révèlent des modes d'engagement et de signification à l'enquête bien différents.

La division du travail n'est pas fondée, dans ces enquêtes, sur une subordination genrée, bien au contraire. Ces collectifs sont soit entièrement masculins, soit quasiment entièrement féminins. Ils s'appuient en revanche sur une division genrée des métiers, en particulier pour les

¹. B. Müller et F. Weber, « Réseaux de correspondants et missions folkloriques. Le travail d'enquête en France, vers 1930 », art cit.

². Paul-André Rosental, « Introduction : modèles, usages, effets du collectif dans les sciences sociales », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, juin 2005, n° 36, §10.

collectifs féminins. Ces derniers correspondent aux deux enquêtes des années 1930, celles de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et du Comité national de l'alimentation. Loin de traduire un mouvement continu de salarisation des femmes comme « petites mains¹ » des enquêtes, les enquêteuses dont s'entoure Lucie Randoïn pour le « recueil des documents » sont au contraire des infirmières recrutées et rémunérées sur leurs compétences en matière de nutrition et d'enquête². Quant aux sténo-dactylos, qui jouent un rôle majeur dans le bon déroulement de l'enquête, certaines ont fait l'école Pigier, considérée comme la meilleure en la matière. On voit donc là une logique et une cohérence dans ce collectif rassemblé autour de compétences techniques pointues relatives à la diététique et à l'enquête, mais aussi à la transcription de documents et au fonctionnement de machines, comme celle qui trône au centre de la photo ci-dessous, autour de laquelle les sténo-dactylos du service prennent fièrement la pose (Photographie 1).

Photographie 1. Quand les sténos prennent la pose (circ. 1938)



¹. Pour reprendre l'expression utilisée par Benoît de L'Estoile, « Une petite armée de travailleurs auxiliaires », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, juin 2005, n° 36, p. 31-59.

². On peut supposer que les infirmières ont été recrutées dans les écoles dans lesquelles Lucie Randoïn assurait des enseignements sur la nutrition et l'enquête. Ce n'est qu'après-guerre qu'elle ouvrira, avec le nutritionniste Jean Trémolières une première école de diététique à Paris en 1951. Thomas Depecker, « Réforme des conduites et formations de diététique après la Seconde Guerre mondiale » dans Géraldine Comorretto, Anne Lhuissier et Aurélie Maurice (éds), *Quand les cantines se mettent à table... Commensalité et identité sociale*, Paris, Éditions Quaé/Educagri éditions, 2020, p. 121-137.

Le collectif d'enquête n'implique pas toujours nécessairement une relation hiérarchique entre concepteurs et collaborateurs. Tel est le cas de l'enquête que coordonne Maurice Halbwachs en 1907. S'il travaille incontestablement sous l'autorité du commanditaire Rowntree avec lequel il est en contact permanent par courrier, en revanche les « collaborateurs » dont il s'entoure, comme Albert Demangeon ou Célestin Bouglé, sont pour certains plus âgés et bien plus haut placés que lui dans la hiérarchie académique. Plus généralement, cette enquête fédère un collectif mobilisé autour d'un projet de connaissance scientifique et politique de la classe ouvrière et n'obéit, dans le choix des enquêteurs collaborateurs, à une hiérarchie ni scientifique ni sociale. À l'inverse, l'enquête menée par la Statistique générale de la France en 1913 fait valoir le modèle classique de l'enquête administrative déjà en cours depuis au moins le siècle précédent, qui procède à une délégation des tâches en cascade selon une hiérarchie administrative, depuis les bureaux du ministère jusqu'à ses administrés les plus éclairés, en passant par la Préfecture et la mairie¹.

Ce qui a été moins souligné, c'est à quel point la nature et le degré de subordination des enquêteurs à l'égard des concepteurs des enquêtes rejaillissent sur le choix des familles enquêtées et sur la relation d'enquête. L'enquête coordonnée en 1907 par Halbwachs passe par des réseaux militants. Lorsque les enquêteurs arrivent par ce canal, les familles sont choisies en accord avec cet engagement : syndical, coopérateur, socialiste ; en témoigne la mention détaillée des cotisations de cette nature dans les budgets familiaux (voir Tableau 6 chapitre I). Si la hiérarchie sociale entre familles enquêtées et enquêteurs ne peut être niée, on peut penser que les unes et les autres sont animés d'un objectif politique commun de connaissance et de défense de la classe ouvrière, qui laisse mieux comprendre l'accueil favorable réservé aux enquêteurs, ce dont ces derniers s'étonnent d'ailleurs. Ainsi le « bon accueil » dont ont bénéficié Halbwachs et Demangeon de la part de familles recommandées par des réseaux militants, tranche avec les « hésitations » ou encore la « complaisance » dont font preuve d'autres familles face à des enquêteurs qui appartiennent aux mondes de l'assistance ou de l'administration communale, pourvoyeurs d'allocations diverses et vis-à-vis desquels elles se retrouvent dans une relation de subordination. Tel est le cas de l'enquête administrative menée par l'administration statistique en 1913 auprès de familles repérées comme bénéficiaires d'allocations familiales ou d'« avantages spéciaux » d'institutions patronales ; mais aussi de celle de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales dont l'équipe d'enquêteuses-visiteuses s'adresse à des familles avec lesquelles elles sont déjà en contact, soit à titre professionnel quand il s'agit de soin ou

¹. Elle se rapproche ainsi de l'enquête de 1833 sur l'état moral de l'instruction primaire ordonnée par Guizot et évoquée par Antoine Savoye : Antoine Savoye, *Les débuts de la sociologie empirique : études socio-historiques, 1830-1930*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1994, chapitre 1 L'État enquêteur.

d'assistance, soit à titre bénévole lorsqu'elles agissent pour le compte d'une association philanthropique. Dans les deux cas, familles enquêtées et familles secourues se confondent, ainsi que, pour le cas de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales, le temps consacré à l'une et à l'autre de ces activités par les enquêteuses-visiteuses, dont la méthode de la visite est assez similaire à celle retenue pour l'enquête. D'une enquête à l'autre, non seulement la nature de la relation qui lie l'enquêteur à l'enquêté diffère, mais les familles elles-mêmes, au sein du monde ouvrier, n'occupent pas la même position. Ainsi, les deux enquêtes menées par Halbwachs, celle de la Statistique générale de la France en 1913-1914 et dans une large mesure celle de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales en 1935 portent sur les conditions de vie (et d'alimentation) ouvrières et à ce titre peuvent être qualifiées d'enquêtes « ouvrières ». Seule l'enquête du Comité national de l'alimentation ne se revendique pas comme telle, affichant d'emblée l'objectif de mener une enquête sur l'alimentation « des Français ».

Ces opérations d'enquête s'exercent depuis des lieux distincts qui correspondent assez peu au laboratoire de sciences naturelles auquel aspirent les sciences sociales des années 1930¹. Il est vrai qu'aucune de ces enquêtes ne se déploie dans un cadre proprement académique, même lorsque leurs concepteurs en sont issus. Seule l'enquête de physiologie fait exception. Le travail y est centralisé au sein d'un « service », qui peut s'entendre de deux manières : en référence d'une part au statut en partie subordonné du « service » à l'égard du laboratoire de physiologie que dirige Lucie Randoïn au sein de la Société scientifique d'hygiène alimentaire ; mais aussi en référence à un « service public » dans la mesure où son infrastructure (un personnel dédié et hiérarchisé) et son financement public participent d'une organisation administrative au service de la collectivité. Cette même enquête fait preuve d'un modèle peu usité en physiologie lorsqu'elle s'aventure hors les murs du laboratoire, ou plus précisément ici, du « service ». Si le modèle d'enquête diététique existe depuis quasiment le milieu du XIX^e siècle aux États-Unis, il se révèle totalement novateur en France où les enquêtes menées jusque-là en nutrition en dehors des laboratoires portaient sur les rations servies dans les collectivités. Il s'agissait surtout de rassembler de la documentation liée aux adjudications ou aux quantités servies plutôt que de recueillir directement de l'information auprès des « rationnaires ». En s'immisçant chez les familles enquêtées, qui plus est avec une balance pour prendre la mesure de tous les repas, c'est toute une façon de travailler qu'il convient de modifier, par la gestion d'un personnel nombreux, et inexpérimenté en matière de recherche. L'enquête porte sur des enquêtés « libres », qui présentent une bien plus grande hétérogénéité de caractéristiques que les souris de laboratoire

¹. François Jacq, « Le laboratoire au cœur de la reconstruction des sciences en France 1945-1965 », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques. Archives*, juin 2005, n° 36, p. 83-105.

ou même les rationnaires des institutions totales, hôpitaux ou prisons sur lesquels portaient jusque-là les investigations en physiologie.

Des familles ouvrières ?

Qui sont les familles enquêtées ? Cette question d'apparence simple appelle à chaque fois une réponse en deux temps. On observe des écarts importants entre les listes ou les classements initiaux des familles enquêtées, et les populations réellement prises en compte dans les analyses. Si chacune des enquêtes porte majoritairement sur des familles ouvrières, la mise en forme des résultats conduit dans certains cas à effacer les frontières du monde ouvrier en considérant d'autres catégories socio-professionnelles ou en procédant à des regroupements selon d'autres critères. Les familles faisant l'objet des enquêtes sont présentées de trois manières distinctes : sous forme de liste exhaustive dans lesquelles elles sont désignées par le métier ou la catégorie de métier (contremaître, ouvrier...) du chef de famille ; regroupées par grands secteurs d'activité ; classées en quelques grandes catégories socio-professionnelles. Ces présentations et agrégations initiales ne correspondent pas à une évolution chronologique qui épouserait celle des nomenclatures socio-professionnelles en vigueur à chaque période. Au contraire, elles reflètent « l'hésitation » mise en évidence par Desrosières et spécifique au premier ^{xx} siècle, où les sept recensements entrepris entre 1896 et 1936 oscillent entre la présentation des résultats par « situation dans l'industrie » ou par « position dans la profession »¹. Elles se comprennent davantage eu égard aux commanditaires et producteurs des enquêtes, leurs savoir-faire et leurs visées.

La présentation sous forme de liste de métiers est principalement le fait de Maurice Halbwachs. Aussi bien en 1907 qu'en 1921, il ne procède à aucun pré-classement au profit d'une liste exhaustive des familles enquêtées désignées par l'intitulé de la profession du chef de famille, tel que « Paris – palefrenier (compagnie des omnibus) » ou « Limoges, mécanicienne en chaussure ». Ce type de liste se situe à mi-chemin entre une référence explicite aux monographies de Le Play, par des intitulés longs qui précisent le métier, le genre et le lieu (à cette différence qu'il ne précise que ponctuellement le type « d'engagements ») et aux statistiques des salaires collectées depuis la fin du ^{xix} siècle par les conseils de prud'hommes qui listent une longue série de 36 métiers masculins et sept féminins. Cette façon de faire, qui liste et nomme sans classification préalable entend se situer au plus près d'une réalité des métiers et des conditions de vie ouvrière. L'enquête menée en 1913 par la Statistique générale de la France, bien que

¹. Alain Desrosières, « Éléments pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles » dans Joëlle Affichard (éd), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Economica / INSEE, 1987, vol. 1. Contributions, p. 155-234.

contemporaine des enquêtes de Halbwachs, s'en situe à l'extrême opposé puisqu'elle ne fournit aucune liste des familles enquêtées. Ce fait n'est pas anodin : si les familles sont vraisemblablement trop nombreuses (environ 2000) pour en publier la liste, c'est surtout que l'administration statistique ne s'intéresse pas aux familles prises isolément, mais bien à un ensemble de grands nombres. Loin de donner à voir une diversité ouvrière telle qu'elle apparaît dans les listes fournies par Halbwachs avec un intitulé détaillé du métier du chef de famille et de la ville dans laquelle il réside, la présentation des effectifs par la Statistique générale de la France classe d'emblée les familles dans cinq ensembles qui amorcent un premier regroupement par grandes catégories socio-professionnelles : « ouvriers », « employés », « artisans et petits commerçants », « cultivateurs propriétaires », « ouvriers agricoles non nourris ». Ces mises en forme initiales des populations enquêtées expriment ainsi les différences d'objectif d'une enquête à l'autre : l'une sous-tendue par un projet savant de connaissance fine de la classe ouvrière, l'autre dans un projet administratif de connaissance des conditions d'existence sous-tendu par la politique des grands nombres.

Les deux enquêtes menées au milieu des années 1930 proposent encore deux autres façons de faire. Dans l'enquête de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (1935), le classement des familles enquêtées articule logique de branche et de métier avec une distinction par sexe : les ouvriers et les ouvrières ne sont pas distingués selon une logique de métier ou de qualification, mais seulement par secteurs d'activité (dix-sept pour les hommes, et sept pour les femmes) et les personnels non-ouvriers sont distingués par grandes catégories d'emploi : « employés » et « professions libérales » pour les hommes, « manœuvres », « employées de commerce et de banque », « sans profession » pour les femmes. À la différence des enquêtes précédentes, prédomine ici assez logiquement une logique de secteur. On serait tenté d'y voir l'influence des conventions collectives par branches qui s'élaborent au même moment. Mais au contraire des conventions qui aboutissent à un classement des salariés selon leur qualification, leur sexe, leur âge et leur statut, ce principe ne s'applique pas du tout dans l'enquête de Gabrielle Letellier qui ne donne aucune sous-catégorie. En revanche, l'accent mis sur les secteurs d'activité se comprend au regard des situations de chômage qu'il s'agit d'appréhender, et dont les concepteurs pensent qu'elles touchent d'abord le secteur industriel avant la catégorie de métier (si tel secteur est touché, il concerne autant le manœuvre que le contremaître)¹. L'enquête de physiologie, pourtant contemporaine de celle de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales, opte pour un tout autre principe de

¹. Ce raisonnement ne s'avère pas exact pour tous les secteurs industriels. Par exemple il n'y a pas de chômeurs qualifiés dans la métallurgie, ce qui conduit à la mise en place de centres de formation de chômeurs vers les métiers qualifiés dans le métal. Merci à Efi Markou pour ces précisions.

classification. La liste exhaustive des familles enquêtées publiée se distingue de celle de Halbwachs dans la mesure où les intitulés comportent moins de détails et concernent plusieurs familles : « Paris, employés de banque », « Marseille, ouvriers », « Lyon, canuts ». Ce premier regroupement se comprend relativement au but de l'enquête, qui consiste à établir une ration calorique moyenne. Dans cet objectif, l'homogénéité de la population enquêtée, ou tout au moins de sous-ensembles, est un atout considérable. Les familles y sont présentées par l'intitulé du métier du chef de famille et ordonnées par « milieux » (urbains, industriels et agricoles). Ces « milieux » ne recourent pas un découpage en grandes branches mais visent à distinguer les ouvriers travaillant en « milieux agricoles » et « milieux industriels », des autres professions (artisans, commerçant, employés et fonctionnaires) regroupées au sein des « milieux urbains ». L'écart qui sépare la minutie de la désignation initiale des métiers du regroupement en trois grands « secteurs » traduit le souci des concepteurs de l'enquête « de fournir une représentation assez exacte de l'ensemble de la population française¹ ». Il s'agit donc de coller davantage à une certaine représentativité de la population française, qu'à une exhaustivité relative à la population ouvrière.

Cette brève analyse montre comment l'observation des nomenclatures initiales des populations enquêtées permet d'appréhender les buts poursuivis par les concepteurs des enquêtes. Celles-ci contrastent, dans certains cas, avec les regroupements retenus dans les tableaux de résultats tels que publiés dans les articles et les rapports. À l'exception de l'enquête de physiologie, elles convergent vers un premier critère commun d'agrégation : leurs auteurs procèdent en priorité à un classement par catégories de revenus (et dans une moindre mesure par la taille des familles), quel que soit le secteur d'activité ; ensuite, certaines enquêtes opèrent des tris distincts par catégories professionnelles ou par grands secteurs d'activité. Alors que la Statistique générale de la France titre ses publications « Enquête sur les conditions de la vie ouvrière ou rurale en France en 1913-1914 », elle conserve dans la présentation des résultats les cinq catégories initiales indépendamment du poids de chacune d'entre elles, tandis que l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales adopte une classification en trois catégories liée aux situations d'emploi et de chômage (« chômeurs », « chômeurs intermittents », « travailleurs »), indépendamment des secteurs d'activités dans lesquels travaillent les familles concernées. En ce qui concerne l'enquête de physiologie, la longue liste des familles s'efface au profit d'un tableau distinguant, par sexe et par catégories d'âge, les « milieux industriels »,

¹. Lucie Randoïn et Pierre Le Gallic, « Méthodes et résultats des enquêtes sur la consommation alimentaire française d'avant-guerre (1937-1938-1939). Mesures prises et réalisations effectuées à la suite de ces enquêtes. Avec la collaboration des enquêteurs-chefs : Georges Duchêne, Alfred Marc et Yvonne Perraud » dans CNRS/CNERNA (éd), *Les enquêtes de consommation alimentaire en France*, Paris, CNRS, 1952, p. 28.

« milieux urbains » et « milieux agricoles ». Dans ce cas, la priorité n'est plus la catégorie professionnelle au sein du groupe ouvrier, encore moins le groupe ouvrier lui-même, mais trois catégories morphologiques qui regroupent ainsi l'essentiel de la population au travail, croisées avec des critères plus spécifiques aux approches nutritionnelles : le sexe et les grandes catégories d'âge « hommes de 15 à 65 ans », « femmes de 15 à 65 ans », « enfants de 0 à 15 ans »), correspondant à des stades distincts des besoins et du développement physiologique auxquels sont attribués des standards nutritionnels spécifiques. Ainsi dans les résultats tels qu'ils sont publiés, le caractère « ouvrier » tend à s'effacer, au profit d'autres critères. Pire, les deux enquêtes empiriques donnent l'impression que la question « ouvrière » y est traitée à rebours de celle de la centralité ouvrière¹ : alors qu'elles sont menées en plein Front populaire, leurs résultats diluent la place pourtant prépondérante que les ouvriers occupent dans la société et dépolitisent la question de l'alimentation.

Un univers sémantique de l'enquête commun, des approches distinctes

Le langage en apparence commun de « l'enquête » propre au début du siècle² masque des approches conceptuelles très différentes dont découlent des modes d'organisation et de division du travail, ainsi que des outils et des techniques que les archives permettent de mettre au jour. Si des termes tels que « budget », « régime alimentaire », « besoins », « répartition des dépenses » ou « familles ouvrières » traversent l'ensemble des sources, ils s'inscrivent, d'une enquête à l'autre, dans des champs de signification distincts qui renvoient à des différences plus générales propres aux objectifs des enquêtes. L'identification de ces approches est essentielle pour comprendre quel est cet objet « alimentation ouvrière » qui court tout au long de l'entre-deux-guerres. Comment, en effet, comprendre et utiliser les résultats d'une enquête sans savoir de quoi ils sont le produit ? Deux notions sont considérées ici comme centrales : « besoins » et « budget ». L'explicitation des univers paradigmatiques dans lesquels ils sont employés dans les sources contribue à livrer les clés de lecture des conceptions des enquêtes.

Le terme « besoins » traverse l'ensemble des enquêtes à l'exception de celle menée pour la Commission Chéron (1913). Cette notion est employée dans deux acceptions principales et relativement antinomiques : besoins physiologiques et besoins sociaux, qui, très vite, vont entrer en concurrence quand il va s'agir d'évaluer les dépenses d'alimentation. Loin de se substituer l'une à l'autre selon une vision évolutionniste du progrès et de l'expansion économique qui

¹. Sur cette notion, voir Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au xx^e siècle*, Paris, Perrin, 2012, 399 p.

². Dominique Kalifa, « Enquête et « culture de l'enquête » au xix^e siècle », *Romantisme*, 2010, vol. 149, n^o 3, p. 3-23 ; Dominique Merllié, « L'enquête autour de 1900 », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, janvier 2008, n^o 22, p. 133-154.

passerait de la nécessité vitale à des dépenses récréatives, ces deux notions coexistent dès le tournant du siècle ; elles sous-tendent aussi les catégories du budget des monographies des *Ouvriers européens*. Mais il s'agit alors d'une coexistence pacifique, qui renvoie à des approches séparées qui ne se font pas encore concurrence. À mesure qu'on avance dans l'entre-deux-guerres, les contours de cette notion se modifient en même temps que les contextes économiques et scientifiques ; les besoins physiologiques ne se résument plus à une nécessité vitale mais renvoient à une approche prophylactique et nutritionnelle de l'alimentation en même temps que l'expansion des salaires et l'évolution de la classe ouvrière ouvrent à de nouveaux besoins sociaux et déplacent très progressivement le centre d'intérêt de l'alimentation à d'autres postes de dépenses.

Abondamment employée par Halbwachs, jusque dans le titre des deux ouvrages qu'il consacre aux consommations ouvrières, la notion de besoins est claire, il s'agit des besoins tels qu'exprimés par les familles : « Pour connaître les besoins des ouvriers, le meilleur moyen c'est de s'adresser à eux ». Ce sont des « besoins » résolument sociaux, voire « intellectuels » comme la manifestation d'un genre de vie, lequel prend sens dans un groupe social donné et dont les enquêtes doivent être l'expression. Et lorsqu'en 1914 il publie les résultats de l'analyse nutritionnelle de Rowntree à partir des budgets dressés en 1907, il ne se contente pas d'en évaluer la composition calorique, mais aussi le coût monétaire ; cette démarche se rapproche de celle des médecins Labbé et Landouzy qui, à l'appui de l'enquête qu'ils ont menée en 1905, procèdent à une évaluation monétaire des régimes caloriques qu'ils ont identifiés. Cela leur permet de mettre en rapport les « défauts » des régimes et de proposer des éléments de substitution pour qu'à coût identique, le régime puisse être amélioré. Ces initiatives sont, en France, relativement isolées et ne feront pas recette. Avec les années 1930, apparaît une division du travail de plus en plus nette entre les enquêtes portant sur l'évaluation des dépenses monétaires et celles portant sur les dépenses caloriques. Si des évaluations caloriques peuvent être menées sur des données budgétaires, comme le fait l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales sur les conseils et avec l'aide de la Société scientifique d'hygiène alimentaire, l'inverse n'est pas vrai : l'enquête de physiologie ne publiera pas d'évaluation monétaire des régimes caloriques qu'elle calcule. Ces deux conceptions demeurent antinomiques parce que l'une est normative quand l'autre est descriptive. Dans les documents, les besoins physiologiques sont, la plupart du temps précédés d'un verbe à visée évaluative tel que « déterminer [un montant ou une quantité] », « évaluer », montrant qu'il s'agit d'une approche normative sur des bases indépendantes des enquêtés, « en accord » avec les normes scientifiques de chaque époque. L'évaluation monétaire des régimes caloriques est une démarche qui peut se révéler politiquement sensible. En ces années de revendications ouvrières, pareille évaluation

peut donner prise à de nouveaux arguments en faveur de l'amélioration du pouvoir d'achat. Comme nous le verrons au chapitre IV, ces deux conceptions (monétaire vs calorique), loin de se compléter, vont directement entrer en concurrence ; y compris dans les institutions genevoises qui avaient pourtant réuni, en juin 1937, un comité interdépartemental des représentants de la Section de statistique du BIT et des Sections d'hygiène et financière de la SDN pour rédiger un « aide-mémoire » sur les enquêtes alimentaires. Mais les méthodologies désormais trop différentes entre enquêtes nutritionnelles et enquêtes par budgets de famille conduisent à la publication de deux rapports distincts¹.

Le deuxième terme, celui de « budget », traverse également l'ensemble des enquêtes considérées dans le mémoire, à l'exception de l'enquête de physiologie de la fin des années 1930 qui ne s'attache ni aux dépenses monétaires ni au coût des régimes alimentaires. D'une enquête à l'autre, ce terme est employé selon trois grandes acceptions. Il est tout d'abord utilisé dans le triptyque budgets-familles-ménages, où, dans une tradition leplaysienne, « famille » et « budget » se confondent, les deux termes étant employés dans un sens équivalent. Il se distingue ensuite du terme budget synonyme de répartition des dépenses (chaque catégorie de dépenses étant transformée en variable). La troisième signification concerne le budget dit « type » qui est une construction, c'est-à-dire un budget fictif. Ces distinctions recouvrent une (dé)gradation dans le mode d'élaboration des budgets, depuis un recueil « par observation directe » à des budgets issus de formalisations qui témoignent d'un éloignement progressif d'une réalité des pratiques de consommation et des significations que les familles y attribuent. Elles engagent des pratiques d'enquêtes très différentes, qui nécessitent de leur adjoindre un qualificatif pour savoir de quel type il s'agit. Ces distinctions renvoient en partie aux méthodes adoptées comme l'exposait Halbwachs dans l'annexe 1 de *La Classe ouvrière...*, où il distingue les budgets tenus par les familles à la demande des enquêteurs, de ceux établis par des enquêteurs sur indications verbales des familles enquêtées. Selon cette logique, il classe dans une troisième catégorie les monographies réalisées dans le cadre des *Ouvriers européens* et des *Ouvriers des deux mondes*, partageant des éléments de méthode des deux précédents, tout en les approfondissant.

Le terme « budget » est rarement employé seul mais souvent accompagné de deux qualificatifs : « domestique » ou « ménager ». Ces expressions réfèrent aux budgets « familiaux », c'est-à-dire à la contribution de l'ensemble des membres de la famille aux revenus et aux dépenses, sachant que le principe même de la comptabilité nationale est très balbutiant en

¹. Edward-John Bigwood, *Directives pour les enquêtes sur la nutrition des populations*, Genève, Société des nations. Organisation d'hygiène. Commission technique de l'alimentation, 1939, 293 p. ; Robert Morse Woodbury, *Methods of Family Living Studies. Income - Expenditure - Consumption*, London, ILO, 1940.

France dans l'entre-deux-guerres¹. Quelle que soit la conception retenue, la différence essentielle avec les budgets tels que dressés dans les monographies des *Ouvriers européens* et des *Ouvriers des deux mondes* est qu'il ne s'agit jamais d'une comptabilité en partie double. Et encore moins d'un budget-temps, qui est pourtant une dimension essentielle des monographies. Faut-il y voir le reflet d'un changement dans les conceptions de la famille ouvrière qui n'est plus considérée comme une unité productive contrairement à la seconde moitié du xix^e, où production et consommation se confondaient, tout comme les activités « individuelles » et les activités « collectives »²? Ces différentes approches conceptuelles se traduisent aussi dans les outils de collecte.

Des différences conceptuelles qui se répercutent sur les outils de collecte

Des archives et des documents imprimés se dégagent des ensembles de termes pour désigner les outils de collecte, qui renvoient à plusieurs types d'opérations. Ces ensembles se distinguent assez nettement selon la nature de l'enquête. Ainsi, celles de type monographique ou tout au moins inspirées par ce type de méthode, déploient une panoplie d'outils qui relèvent d'opérations d'inventaire et d'inscription (carnet, livret, notes, notices, relevés), d'interactions (discussions, visites) et d'instrumentation visuelle (photographies). On y décèle le souci de consigner dans le détail des pratiques ainsi que des objets, et de tenter de les rapporter à des registres de signification. Les termes utilisés pour les enquêtes menées dans un cadre plus administratif évoquent des opérations assez différentes, qui expriment une organisation hiérarchique et davantage bureaucratique. On distingue des opérations de transmission d'outils et documents réglementaires (circulaire, liste nominative, directives, formulaire) des opérations d'enquêtes proprement dites qui relèvent de techniques statistiques (questionnaire, dénombrement). L'utilisation commune d'un outil d'apparence identique, le relevé des dépenses des familles, renvoie en réalité à des différences majeures quant à la nature de l'information collectée.

Tout d'abord, les outils utilisés ne naissent pas *ex nihilo* mais procèdent d'emprunts et d'opérations de traduction - entendue aussi au sens littéral -, plus ou moins affichés. Le « carnet » utilisé par Halbwachs est celui que Rowntree a utilisé pour son enquête à York, puis pour celle qu'il a menée en Belgique. Il en reprendra notamment le principe de l'inscription quotidienne des menus dans le carnet qu'il établira pour l'enquête de 1921. L'inscription des menus, relativement originale pour une enquête sur les budgets, est également utilisée par la Statistique générale de la France en 1913, sans pour autant que ses auteurs s'en expliquent, ni même qu'ils les utilisent

¹. Alfred Sauvy, « Historique de la comptabilité nationale », *Économie et Statistique*, 1970, vol. 14, n° 1, p. 19-32.

². A. Desrosières, « Éléments pour l'histoire des nomenclatures socio-professionnelles », art cit., p. 165.

dans les résultats, contrairement à Halbwachs qui s'en sert longuement pour étayer sa théorie de la différenciation sociale des goûts. De même, Halbwachs apporte avec lui le questionnaire de l'enquête allemande de 1927-28, lors de la conférence qu'il fait devant le conseil d'administration de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales. Quant au « questionnaire des enquêtes nationales sur l'alimentation », que Lucie Randoïn publie en tant que tel, il comble une lacune en France. Il n'est pourtant pas novateur dans la mesure où ce type d'enquête est pratiqué aux États-Unis depuis la fin du siècle précédent¹. Est-ce une évidence au point de ne pas s'y référer, ou Randoïn tait-elle cette filiation obligée pour mieux mettre en valeur le caractère novateur de son travail dans le contexte Français ? Cette seconde hypothèse est d'autant plus vraisemblable qu'en réalité ses emprunts sont multiples. Enfin, le rapport du Bureau international du Travail publié en 1926 dans lequel sont reproduits un certain nombre de questionnaires ou carnets des principales enquêtes fournit une preuve supplémentaire des circulations des méthodes et des espaces d'échanges à l'échelle internationale.

Ces outils se rejoignent sur un autre point : ils supposent un recueil systématique des informations relatives aux revenus et aux dépenses non monétaires - comme les dons ou l'autoconsommation - ainsi que des repas et des boissons pris à l'extérieur. Pourtant, l'ensemble de ces pratiques ne fait l'objet d'aucune comptabilisation. Si certains outils de collecte prévoient de les enregistrer, ces informations semblent ne jamais être reportées de façon exhaustive, ce qui tronque tout exercice d'évaluation de budgets complets (comprenant revenus et dépenses non monétaires et dépenses pour les consommations à l'extérieur du ménage). Cela montre à quel point les commanditaires des enquêtes s'intéressent en priorité aux transactions d'ordre monétaire, de façon à pouvoir les rapporter aux revenus. En revanche autoconsommation et surtout boissons prises à l'extérieur apparaissent parfois sous forme de commentaires, plutôt en note de bas de page, sorte de paratexte qui viendrait en illustration de résultats chiffrés sur l'allure générale des consommations, ou en contrepoint pour en nuancer quelques éléments. Mais rien de systématique, pas de rubrique spéciale ni aucun commentaire sur la place de la bricole ou de l'autoconsommation, encore moins sur les repas pris à l'extérieur. Cela pose une autre question relative à la nature même des aliments achetés : quid des repas achetés chez le traiteur lors des « moments de presse », relativement fréquents par exemple chez les ouvriers parisiens des monographies des *Ouvriers des deux mondes*² ?

¹. Louis Grandeau, « Coup d'oeil sur les enquêtes diététiques aux États-Unis d'Amérique », *Revue de la Société scientifique d'hygiène alimentaire et de l'alimentation rationnelle de l'homme*, 1904, vol. 1, n° 1, p. 1-17.

². A. Lhuissier, *Alimentation populaire et réforme sociale*, op. cit. ; Anne Lhuissier, « Eating Out during the Workday : Consumption and Working Habits among Urban Labourers, France, second half of the 19th century » dans Peter Scholliers et Marc Jacobs (eds.), *Eating Out during the Workday : Consumption and*

Les carnets et questionnaires se distinguent en revanche par le type d'informations recueillies. Le détail des postes qui composent les revenus ou les dépenses sont révélateurs des orientations des enquêtes. Ainsi, dans leur enquête de 1907, Halbwachs et Rowntree sont principalement soucieux d'enregistrer des dépenses, indépendamment du système d'entraide (solidarité de voisinage ou publique ou privée) dans lequel les familles peuvent se trouver. Le carnet qu'ils utilisent ne propose qu'une catégorie « revenus », à laquelle s'ajoute, au sein de la rubrique « achats », une sous-catégorie « dons » (voir la description précise de ce carnet dans le chapitre I). Le projet général est bien d'analyser les dépenses, en rapport avec les salaires, ce qui permet de mieux comprendre leur transposition par Rowntree dans une analyse des dépenses caloriques. En même temps, ces budgets sont accompagnés de « notices » de type monographique, dont la description des familles est censée en donner des clés d'interprétation. Ce n'est plus tout à fait le cas avec les enquêtes des années 1930, dont les questionnaires, souvent scindés en deux parties, l'une sur la famille, l'autre sur son budget, se suffisent à eux-mêmes. Ils ne sont pas conçus pour s'éclairer mutuellement en laissant la possibilité aux familles d'inscrire leurs dépenses dans les significations du bien-être ouvrier. Ainsi le « questionnaire » de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales consacré au budget familial contient, assez logiquement pour une enquête sur le chômage, une rubrique « revenus » extrêmement détaillée au regard des autres enquêtes. Découpée en trois sous rubriques (revenus du travail, secours, autres ressources), elle est attentive à toute une série de secours (secours de chômage, allocations familiales, pensions, assurances sociales, dons en espèces) et d'autres ressources liées par exemple à l'emprunt et aux intérêts de l'épargne qui ne figurent dans aucune autre enquête. De même le poste « dépenses diverses » du questionnaire de la Commission centrale du coût de la vie de 1920 et de celui de l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales de 1935 ont en commun un certain nombre de rubriques (soins médicaux et d'hygiène, transports, assurances et cotisations diverses). Mais la Statistique générale de la France y intègre les « impôts », dont on peut légitimement se demander s'il s'agit d'une dépense au même titre qu'une visite chez le coiffeur, là où l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales y intègre plutôt le tabac, les frais d'études, mais aussi de distraction et de vacances. Si cette dernière rubrique pouvait difficilement exister avant les congés payés, en revanche le tabac et les distractions figuraient en bonne place dans les budgets leplaysiens mais n'apparaissent que très peu dans les outils de collecte considérés. La mise à plat du contenu des outils de collecte montre qu'en dépit de circulations et d'emprunts manifestes, chaque enquête se singularise par l'accent mis sur tel ou tel aspect des ressources et des dépenses ouvrières. La disparité des rubriques

Working Habits among Urban Labourers, France, second half of the 19th century, London / New York, Berg, 2003, p. 337-349.

montre à la fois l'étendue de la nature des dépenses ouvrières si on les met bout à bout. Dans le même temps, elle contraste avec l'indigence des tableaux de résultats qui ne se situent qu'au niveau le plus agrégé et relèguent en paratexte les commentaires sur les dépenses qui caractérisent en fait la vie ouvrière.

La faible étendue, la non-récurrence et les tâtonnements méthodologiques de ces enquêtes empiriques expliquent en partie pourquoi elles n'occupent pas une place plus importante dans l'histoire des enquêtes de consommation. Leur ont été préférées celles menées après 1945, dont les enjeux et les usages sont plus immédiatement palpables que ceux des enquêtes d'avant-guerre : indexation des salaires, accès à une alimentation satisfaisante du point de vue médical, développement des marchés des biens de consommation etc.¹. Les publications nombreuses et désormais régulières qui suivent le rythme des enquêtes, tout comme la disponibilité de certaines leurs archives, rendent leur étude plus évidente. Mais c'est oublier que ces dispositifs d'après-guerre s'appuient sur un outillage matériel et conceptuel forgé en grande partie par les enquêtes de l'entre-deux-guerres.

PLAN DU MÉMOIRE

Articulé autour de cinq chapitres, ce mémoire s'appuie sur la description et l'analyse de dispositifs d'enquêtes empiriques. Il met en évidence les principaux enjeux cognitifs et sociaux relatifs à la mesure des dépenses ouvrières entre le tournant du xx^e siècle et la Seconde Guerre mondiale. Il prend pour fil conducteur les travaux de Maurice Halbwachs, qui, engagé dans les débats de son temps, produit des connaissances scientifiques sur la différenciation des consommations ouvrières. Ces enquêtes s'inscrivent dans un ensemble de débats sur le niveau et la distribution des dépenses ouvrières et sur les outils de mesure, en particulier de la consommation alimentaire. Maurice Halbwachs se fonde sur l'enquête par budgets de famille qu'il réalise en 1907 pour légitimer une méthode d'enquête et sa position de sociologue dans la sphère académique (chapitre I). Cette expérience empirique le conduit à contester les fondements du calcul de l'indice du coût de la vie ouvrière tel que l'inaugure la Statistique générale de la France dès 1911. Il reprend cette critique d'une essentialisation des « besoins » en 1921 à la faveur d'une seconde enquête par budgets de famille (chapitre II). Maurice Halbwachs renforce son statut d'expert des enquêtes par budgets au début des années 1930. Il renoue avec ses travaux sur les besoins ouvriers à son retour de Chicago fin 1930. Le contraste entre la société d'abondance et de hauts salaires américaine et la crise économique et sociale qu'il retrouve à son retour en France le

¹. A. Desrosières, « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », art cit.

conduit à questionner à nouveaux frais les budgets et niveaux de vie ouvriers par une nouvelle série de publications sur les budgets ouvriers et la collaboration à la supervision de l'enquête par budgets de familles que l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales met en œuvre en 1935 (chapitre III). Le milieu des années 1930 ouvre une nouvelle séquence d'activités avec sa participation à deux comités d'experts dans les institutions internationales (Bureau international du Travail et Société des Nations). Il se confronte aux préoccupations des nutritionnistes qui prennent le pas sur des questionnements plus « sociaux » qui concernaient jusque-là l'alimentation et relevant plutôt du BIT. Se joue au sein des deux comités une lutte de définition et de prérogative relative à la place accordée aux « travailleurs » et à la mesure des niveaux de vie en lien avec l'alimentation (chapitre IV). Le rapport de force en faveur de la nutrition qui s'opère à Genève entre experts « sociaux » et experts physiologistes se rejoue sur le sol national. Sont désormais placées au centre d'une politique de l'alimentation des populations considérées à risque de carences et définies uniquement par leurs caractéristiques physiologiques (l'âge et le sexe), en lieu et place des caractéristiques sociales et économiques, au cœur jusque-là de toutes les attentions réformatrices et statistiques liées aux questions de dépenses et d'alimentation. Halbwachs assiste impuissant à la mise en place, sur fonds publics, des Enquêtes nationales sur l'Alimentation qui rompent avec la méthode et les objectifs assignés aux enquêtes par budgets de famille. Passer de la mesure des dépenses monétaires à celle des dépenses caloriques opère une double rupture dans l'unité de mesure et dans la manière de mesurer, qui façonne une vision particulière des rapports sociaux. Elle invisibilise les disparités sociales au profit d'une abstraction moyenniste à une seule fin prescriptive, et dépolitise, en plein Front populaire, le débat qui sous-tendait la production de connaissance sur l'alimentation ouvrière en lien avec les salaires et le niveau de vie (chapitre V).